

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2017



SOMMAIRE

- I **AVANT-PROPOS** p.4
- II **VIE ASSOCIATIVE** p.6
- III **LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2017** p.10
- IV **L'ANNÉE 2017 EN CHIFFRES** p.12
- V **LES CONNAISSANCES PRODUITES EN 2017** p.14
- VI **L'ACTIVITÉ DU GRDR**
 - 1 **Chapitre 1** p.16
LE GRDR EN AFRIQUE DE L'OUEST
 - 2 **Chapitre 2** p.28
LE GRDR AU MAGHREB
 - 3 **Chapitre 3** p.36
LE GRDR EN FRANCE
 - 4 **Chapitre 4** p.46
LE DOUBLE-ESPACE
- VII **NOS FINANCES EN 2017** p.54
- VIII **LE GRDR DANS LES RÉSEAUX** p.56
- IX **L'ORGANIGRAMME** p.62
- X **NOS CELLULES ET ANTENNES** p.63

AVERTISSEMENT :

Les cartes du présent document ne sont pas garanties sans erreur et n'impliquent en aucun cas la responsabilité ni l'approbation du Grdr.

Grdr Migration-Citoyenneté-Développement
66-72 rue Marceau 93100 Montreuil
Crédits photos : Grdr, sauf mentions contraires
Graphiste : Marion Huet
Imprimé par ICO Dijon - sur papier recyclé





1 AVANT-PROPOS

Le Grdr, qui a toujours placé les migrations au cœur de son projet associatif, fêtera ses 50 ans en 2019. Pendant ce demi-siècle d'existence, il a vu le défi migratoire évoluer considérablement et se complexifier. A tel point que la migration est devenue un sujet récurrent et passionnel, sur fond d'idées reçues et de manipulations de masse.

Cet anniversaire arrivera donc à une période charnière, au moment où le défi migratoire fait trembler l'Europe sur l'un de ces piliers : les mobilités humaines. Plusieurs pays européens ont d'ailleurs d'ores et déjà basculé dans le camp du populisme et de l'extrémisme, mouvements de fonds qui montent un peu partout.

Pour autant, nous pensons que ces défis majeurs sont encore une opportunité pour continuer à apprendre, pour mieux comprendre, pour proposer, dans un esprit de collaboration avec toutes les forces vives de la société civile, comme par exemple au sein des « États Généraux des Migrations » en France, où le Grdr a trouvé sa place comme témoin, comme acteur de terrain et compagnon de plusieurs fédérations de migrants.

C'est dans ce contexte que nous réaffirmons encore et toujours nos principes, ceux qui fondent notre action : les mobilités sont une ressource durable pour des territoires solidaires. Elles sont un facteur de développement et de paix, au service du vivre-ensemble.

Nous continuons à penser que des motifs d'espoir subsistent. Nos méthodes et nos outils se diffusent et sont aujourd'hui repris par nos pairs et par quelques acteurs institutionnels. Nous-mêmes, nous les adaptons aux réalités de territoires nouveaux pour nous, au Maghreb par exemple, pour continuer à apprendre auprès de nouveaux acteurs, de nouvelles cultures.

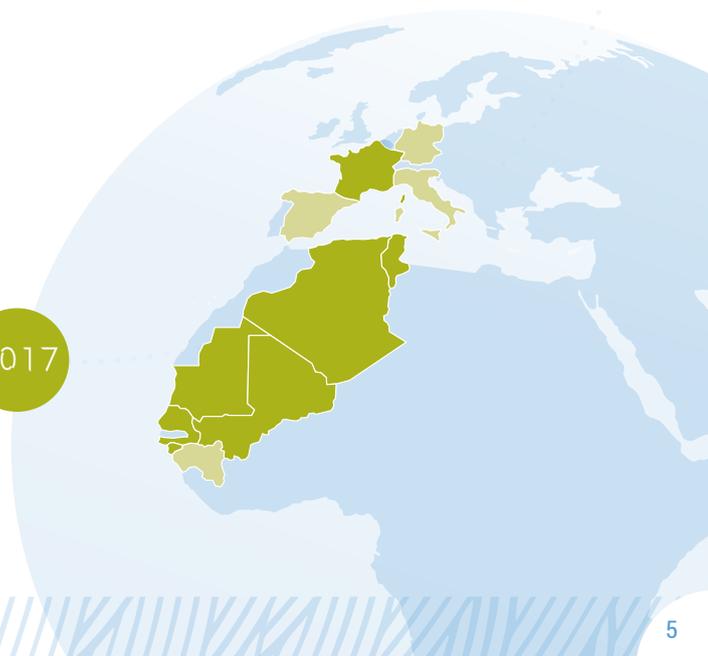
Autre motif de satisfaction, la *coopération transfrontalière*, que nous avons investie il y a 15 ans. Elle apparaît de plus en plus, comme la nouvelle échelle, le nouveau défi, elle aussi facteur de paix et de développement. Elle est essentielle pour les coopérations de territoire à territoire, portées notamment par les coopérations décentralisées, qu'elles soient à l'échelle communale, intercommunale, départementale ou régionale, mais toujours dans la proximité. Elle est aujourd'hui une

urgence dans le bassin du fleuve Sénégal et sur le littoral, au sud du Sénégal et au nord de la Guinée-Bissau et nous poursuivons notre travail pour être entendus par nos gouvernants et leurs partenaires de coopération, que ce soit en bilatéral ou en multilatéral.

Enfin, la production de connaissances est un atout auquel nous sommes extrêmement attachés, qui nous permet d'apprendre aux côtés d'Universités, d'instituts de recherche, mais aussi d'organisations paysannes, d'ONG locales, de fédérations de migrants, de collectivités territoriales. Et ainsi de dépassionner les débats face à un défi aux enjeux lourds de conséquences... Face à la montée des extrémismes, saurons-nous garder notre humanité ?

FRANCIS MONTHÉ – PRÉSIDENT DU GRDR
AREZKI HARKOUK – DIRECTEUR EXÉCUTIF

2017



II VIE ASSOCIATIVE



EN 2017, LE GRDR C'EST :

191 ADHÉRENTS, dont 84 en Afrique de l'Ouest
et 107 en France

18 BÉNÉVOLES élus au Conseil d'administration
et un Bureau composé de 4 d'entre eux

118 SALARIÉS dont 87 de droit ouest-africain
et 31 de droit français (dont 7 expatriés)

5 VOLONTAIRES DE SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE

5 VOLONTAIRES EN SERVICE CIVIQUE
et 7 ÉTUDIANTS STAGIAIRES tout au long de l'année

Le nombre d'adhérents de l'association continue d'augmenter, notamment grâce à la mise en place du Conseil d'Orientation et de Suivi (COS) de Canchungo (Guinée-Bissau). Cette dynamique conforte les orientations du projet associatif défini dans les nouveaux statuts en 2014 puisque le Grdr se présente désormais comme une association internationale de solidarité. Cette situation est favorisée par le bon fonctionnement des Conseils d'Orientation et de Suivi (COS), qui appuient les cellules du Grdr dans son action dans les territoires.



LES COS EN CHIFFRES POUR L'ANNÉE 2017:

7 COS répartis sur 5 pays

64 CONSEILLERS avec une grande diversité de parcours et d'engagements

22 RÉUNIONS en 2017

Participation à 25 ÉVÈNEMENTS EXTERNES

123

LE PLAN D' ACTIONS 2015-2018, décliné au niveau des territoires, sera évalué durant l'année 2018. L'année 2019 sera celle des cinquante ans de l'association, créée le 18 juin 1969. Un nouveau plan d'actions quinquennal (2019-2023) sera adopté.

LA VIE ASSOCIATIVE a été marquée par une participation régulière des adhérents à divers événements au niveau des territoires, que ce soit en Afrique de l'Ouest ou en France. Parallèlement, 5 numéros de l'« Envol des Cigognes », ont été diffusés. Le contenu de cette parution est défini et rédigé par un groupe d'adhérents au Grdr.

L'ÉVÈNEMENT ANNUEL co-organisé avec l'AFD à Paris, le 23 novembre, a réuni plus de cent personnes. Il a été l'occasion d'ouvrir le dialogue entre les acteurs des territoires du bassin transfrontalier situé entre le Sénégal et la Guinée-Bissau. Politiques, élus locaux et chercheurs ont échangé à partir de la publication de l'atlas « Un littoral en mouvement », salué par tous pour sa qualité, fruit d'un travail entre acteurs locaux du développement et du monde de la recherche. (cf. voir page suivante)

VIE ASSOCIATIVE

ENTRE LE SÉNÉGAL ET LA GUINÉE-BISSAU,
UN BASSIN TRANSFRONTALIER EN MUTATIONS

Le temps fort annuel de la vie associative du Grdr a eu lieu le 23 novembre dans les locaux de l'Agence Française de Développement, à l'occasion de la présentation officielle de l'Atlas « Un littoral un mouvement », fruit de 4 années de recherche-action.

Plus de cent personnes étaient présentes pour cette rencontre-débat qui a été l'occasion d'ouvrir le dialogue entre les acteurs des territoires du bassin transfrontalier situé entre le Sénégal et la Guinée-Bissau. Politiques, élus locaux et chercheurs ont échangé à partir de la publication de l'atlas « Un littoral en mouvement », salué par tous pour sa qualité, fruit d'un travail entre acteurs locaux du développement et du monde de la recherche.

Pour synthétiser les résultats de l'échange sur ce territoire transfrontalier, il nous a paru intéressant de reprendre ce qu'en ont dit les deux grands témoins invités pour l'occasion.

LAURENT BOSSARD, du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO), a développé un vibrant plaidoyer pour les mobilités en particulier au niveau sous-régional. Il a évoqué un *sentiment de loupe* par rapport aux travaux du CSAO. Ceux-ci portent sur un espace beaucoup plus vaste : 8 millions de km² peuplés de 400 millions d'habitants ; ils arrivent sensiblement aux mêmes propositions que les travaux du Grdr.

Pour illustrer cette convergence, il a lu une partie de la conclusion de l'atlas (page 116) : « *De nombreux éléments présentés dans ce Rapport contredisent le discours « décliniste » généralement tenu sur la Région. Il s'agit notamment de la croissance démographique soutenue, de la capacité attestée de certaines exploitations familiales à investir les marchés mondiaux et sous-régionaux en expansion. Plus généralement, il faut souligner la croissance de l'espérance de vie, du taux et du niveau de scolarisation et des revenus monétaires des habitants. Les mobilités humaines, qui augmentent en valeur absolue, loin de marquer l'existence d'une crise, apparaissent capitales dans l'équilibre de ces territoires...* »

Il a poursuivi, en disant que *la mobilité sous ses différentes formes est une ressource ; elle construit l'intégration, la compétitivité des économies et des territoires*. Pour lui, les politiques publiques doivent *accompagner la recomposition du peuplement* et surtout ne pas viser à « fixer » les populations, mais à les « mobiliser » (c'est-à-dire, les rendre aptes à la mobilité). Il affirme même que *si l'objectif des dirigeants européens est de limiter les migrations africaines vers l'Europe, il faut promouvoir l'idée qu'il faut favoriser la mobilité dans toutes ses dimensions... Une telle politique rend en effet les territoires intégrés et compétitifs économiquement*.

Ce moment semble avoir particulièrement interpellé les militants du Grdr présents dans la salle qui se retrouvent autour de l'idée que **« la mobilité humaine est une ressource durable pour des territoires solidaires »**.



HENRI-LUC THIBAUT, de l'IRD, quant à lui, a noté que ce territoire sinscrit, au-delà de sa géographie, *dans une multiplicité d'autres espaces allant du culturel à l'économique*. Il souligne également que, selon les échelles et les acteurs, les visions pouvaient être différentes, prenant pour exemple l'occupation de l'espace dans une commune, l'évolution contrastée de la mangrove ou de la plantation d'anacardiens. Au plan des institutions, il a noté l'importance de l'émergence d'équipes de recherche mixtes (LMI) associant des chercheurs nationaux (ici l'Université de Ziguinchor) et soutenues par l'IRD. C'est selon lui une condition nécessaire à la production de connaissances fines sur les territoires. *Le savoir et la raison doivent éclairer la décision politique... L'Afrique doit investir dans la recherche scientifique et ne plus se reposer sur la seule expertise importée*, a-t-il notamment précisé.

Il a pointé la question de *l'emboîtement des échelles* posée par les échanges d'une soirée qui partait du local au global. Il a ainsi suggéré de réfléchir à *une territorialisation des ODD* (objectifs du développement durable) pour cette Région dans la démarche inverse partant du global vers le local pour *définir des trajectoires de moyen-long terme pour la Région*.



1



2



3



4

LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2017

**JAN-
VIER**

28-30 - Festival transfrontalier pour le développement socioéconomique et culturel du bassin du fleuve Sénégal à Gouraye (Mauritanie) ¹

**FÊ-
VRIER**

31 janvier-12 février - Mission du Conseil Régional de Kayes (CRK) à Paris ²

1^{ER} - Lancement du projet « Jeunesse et Pouvoir d'Agir » en Mauritanie

MARS

12 - Lancement du **marché hebdomadaire** de Djéol (Mauritanie) à la frontière avec le Sénégal, qui facilite les échanges économiques transfrontaliers pour les petits producteurs locaux

20 - **Débat communautaire à Bafarara** (Mali) « la gestion des ressources naturelles à l'échelle transfrontalière » entre représentants de l'intercommunalité du Karakoro (Mauritanie) et représentants de l'ACGK (Mali)

27 - **Séminaire** professionnel « Entreprendre ici et ailleurs »

31 - **Forum** « Génération Diaspora » dont le Grdr était membre du comité scientifique ³

AVRIL

19 - **Ateliers** sur la situation des jeunes et des femmes à Calequisse et Cacheu (Guinée-Bissau)

25 - **Forum** « Intégration régionale et extraversion économique des territoires du littoral » à Dakar ⁴

MAI

18 - **Atelier** de lancement du projet d'assainissement en milieu rural à Bakel (projet SANITAMBA)

20 - **Séminaire** « Les inégalités sociales de santé : de quoi parle-t-on ? Comment intervenir ensemble ? Quelles limites ? » (Paris)

23 - **Forum** « Femmes immigrées : quelles approches de l'interculturalité dans les soins et l'accompagnement social ? » (Lille)

29 - 30 - **Atelier-débat** sur les concepts de citoyenneté, de vivre ensemble et de cohésion sociale et intergénérationnelle à Kayes

JUIN

20 - Conférence-débat « L'engagement des descendants d'immigrés : une citoyenneté sans frontière ? »

24 - Assemblée Générale du Grdr

26-27 - 4^{ème} Forum des Maires sur les Mobilités humaines, la Migration et le Développement (Berlin)

JULIET

3 - Clôture et restitution des activités d'assainissement dans le Guidimakha malien.

26-28 - Mise en place d'un cadre de concertation transfrontalier entre élus des intercommunalités du Karakoro (Mauritanie) et de l'ACGK (Mali) (Bouly -Mauritanie)

27 - Clôture de la 3^{ème} édition de l'Ecole Régionale des Projets (Paris) 5

SEPT-EMBRE

25-29 - Ateliers « coaching professionnel » pour les jeunes de 16 à 25 de Seine Saint Denis (Paris)

OCTOBRE

22-24 - Ateliers sur les profils migratoires des communes de Nouakchott Riyadh, de Kaédi, de Sélibaby et de Nouadhibou (Mauritanie) 6

NOVEMBRE

16-18 - Festival « A la croisée des chemins » à Kayes. Organisation de l'atelier-débat de réflexion de la jeunesse aux concepts de citoyenneté, de vivre ensemble, de cohésion sociale et intergénérationnelle 7

20 - Rencontre-Débat « Accès aux droits et pratiques d'accompagnement des personnes âgées immigrées » (Paris)

23 - Rencontre-Débat « Entre le Sénégal et la Guinée-Bissau, un bassin transfrontalier en mutation » (AFD, Paris) (cf. page 10).

DÉCEMBRE

2 - Conférence-débat // « Regards croisés sur les nouveaux enjeux de la décentralisation au Mali et en France » (dans les locaux de l'Assemblée Nationale à Paris) 8

15 - Lancement de l'initiative « 4 M » - « Mahres dans le monde, le monde à Mahres » (Tunisie)

16 - Journée internationale des migrants



L'ANNÉE 2017 EN CHIFFRES

UNE APPROCHE GLOBALE :

**l'activité du Grdr couvre 15 Objectifs
du Développement Durable sur 17**

Les plus concernés :



« Eradication de la pauvreté »



« Réduction des inégalités »



« Accès à des emplois décents »



« Justice et paix »



« Villes et communautés durables »

UNE OFFRE DE FORMATIONS RICHE ET VARIÉE

**290 sessions de formations en fonction des priorités
des territoires : 2210 bénéficiaires**

Renforcement des acteurs économiques :

1000 bénéficiaires

Soutien à la citoyenneté sur les territoires :

500 bénéficiaires

Des formations liées aux questions migratoires :

500 bénéficiaires

L'appui institutionnel :

210 bénéficiaires

L'ANIMATION TERRITORIALE AU CŒUR DES ACTIONS DU GRDR

**Plus de 85 évènements animés par le Grdr, tout au long
de l'année, sur les différents territoires**

Le festival transfrontalier de Gouraye (Mauritanie)

15000 personnes sur 3 jours

Des évènements culturels (festivals, projections-débats...)

1000 à **1500** personnes

10 foras thématiques (forums, ateliers, débats communautaires...) : **800** à **1000** personnes

Des actions d'éducation au développement en milieu scolaire : **1600** élèves

Des émissions de radio en Afrique de l'Ouest

LE SOUTIEN ÉCONOMIQUE AUX ACTEURS LOCAUX

(La mise en place des fonds d'appui aux initiatives de base se fait sur la base de cahiers de charges et de procédures de sélections stricts, ainsi que d'un accompagnement dans la réalisation de l'activité)

290 initiatives économiques
ont reçu un appui économique :

209 MICROENTREPRISES dans la région de Cacheu (Guinée-Bissau)

50 COOPÉRATIVES ou groupement d'intérêts économiques dans le bassin du fleuve Sénégal (regroupant 1500 productrices de produits agricoles)

14 ASSOCIATIONS EN ALGÉRIE ont reçu une dotation financière leur permettant d'embaucher 385 stagiaires leur offrant ainsi une opportunité d'insertion professionnelle en milieu associatif

5 CANTINES SCOLAIRES de Dakar ont reçu un soutien financier pour proposer des repas sains, à base de produits locaux, aux élèves des écoles défavorisés de Dakar

DES NOUVELLES CONNAISSANCES AU SERVICE DES ACTEURS DES TERRITOIRES

1 ATLAS « Un littoral en mouvement »

4 MONOGRAPHIES TERRITORIALES en Casamance

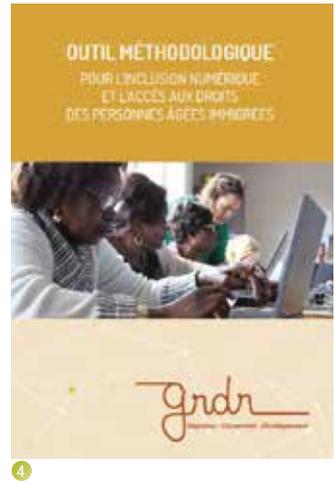
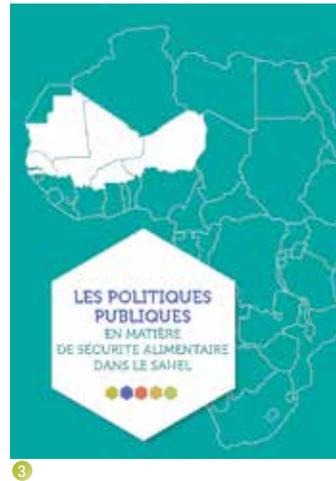
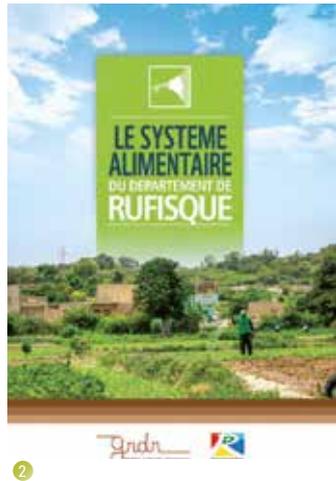
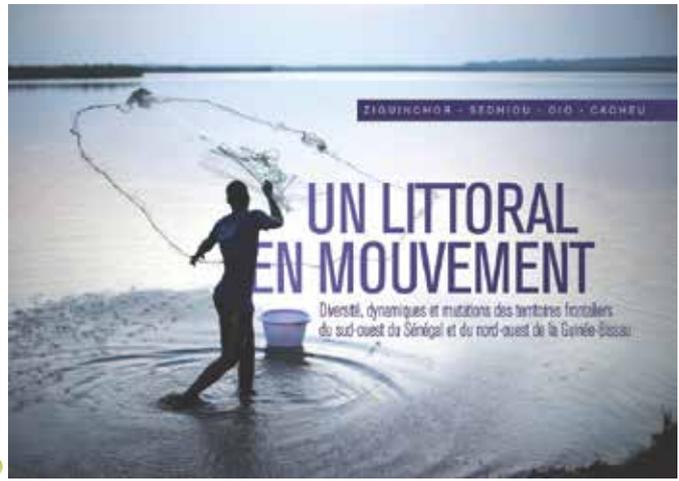
7 PROFILS MIGRATOIRES territorialisés (en Mali, Mauritanie, Tunisie)

DE NOMBREUSES PARUTIONS, enquêtes et études (*voir page suivante*)

V LES CONNAISSANCES PRODUITES EN 2017

LES PUBLICATIONS

- 1 L'Atlas « Un littoral en mouvement »
- 2 L'étude « Le système alimentaire du département de Rufisque »
- 3 Le livret « les politiques publiques en matière de sécurité alimentaire dans le Sahel »
- 4 Le guide « Outil méthodologique pour l'inclusion numérique et l'accès aux droits des personnes âgées immigrées »



TOUTES LES PUBLICATIONS SONT DISPONIBLES SUR NOTRE SITE INTERNET WWW.GRDR.ORG

LES MONOGRAPHIES TERRITORIALES

- Monographie territoriale du Djassin
- Monographie territoriale des Kalounayes
- Monographie territoriale de Suzana
- Monographie de la ville de Canchungo.

LES PROFILS MIGRATOIRES

- Profil migratoire « Sandaré dans le monde, le monde à Sandaré »
- Profil migratoire « Koniakary dans le monde, le monde à Koniakary »
- Profil migratoire « Kaédi dans le monde, le monde dans Kaédi »
- Profil migratoire « Sélibaby dans le monde, le monde dans Sélibaby »
- Profil migratoire « Nouakchott Ryhad dans le monde, le monde dans Nouakchott Ryhad »

LA PLANIFICATION TERRITORIALE

- Le plan intercommunal d'actions environnementales de la nouvelle intercommunalité du Karakoro (Mauritanie)
- Le plan de développement territorial du Boundou
- Un plan de renforcement institutionnel et organisationnel de l'intercommunalité du Benkadi (Mali)
- Un plan de renforcement institutionnel et organisationnel de l'intercommunalité du CPCD (Mali)

LES ÉTUDES ET DIAGNOSTICS

- L'étude-mapping des pratiques de co-développement de la diaspora mauritanienne en Europe
- Le guide méthodologique sur l'intégration de la dimension « Migration » dans les Plan de Développement économiques Sociaux et Culturels (PDSEC) des collectivités locales au Mali
- Un diagnostic-enquête auprès des ménages sur les « causes de la crise alimentaire, conséquences et stratégie de réponse des populations dans le Guidimakha » (Mauritanie)
- Une étude sur les conflits liés à la gestion des ressources naturelles dans le Guidimakha (Mauritanie)
- Diagnostic sur la filière cosmétique en France
- Le n°46 du Traverses publié par le Groupe Initiatives sur les « risques-projets » dont le Grdr était chef de file

- Cellules
- Représentations institutionnelles
- Zones d'actions
-  Valorisation et soutien du tissu associatif local
-  Plaidoyer sur les politiques migratoires
-  Structurations des filières agropastorale et agroalimentaire
-  Amélioration de l'habitat
-  Gestion des ressources naturelles et protection de la biodiversité
-  Accès à l'eau potable et ingénierie de l'assainissement
-  Formation et insertion économique des jeunes et des femmes



LE GRDR EN AFRIQUE DE L'OUEST

EN AFRIQUE DE L'OUEST, le Grdr accompagne les processus de développement local dans le cadre des lois de décentralisation. Dans un esprit de maîtrise locale de la décision et de l'action, il propose une démarche basée sur la production concertée de connaissances, la coopération entre les territoires (à l'échelle intercommunale et/ou transfrontalière) et la mise en œuvre d'actions prioritaires (soutien au développement économique et emploi des jeunes, lutte en faveur de la sécurité alimentaire, accès à l'eau et à l'assainissement...).

Il soutient les autorités locales (élues, techniques ou coutumières) afin qu'elles soient en mesure d'associer tous les acteurs impliqués dans le développement de leurs territoires, y compris les personnes les plus défavorisées. L'objectif est d'encourager les prises de conscience citoyennes qui contribuent au développement économique et à une gestion durable de ressources naturelles, elles-mêmes soumises à une forte pression humaine.

NOS ACTIVITÉS EN AFRIQUE DE L'OUEST SONT FINANCÉES PAR :



actionaid



1



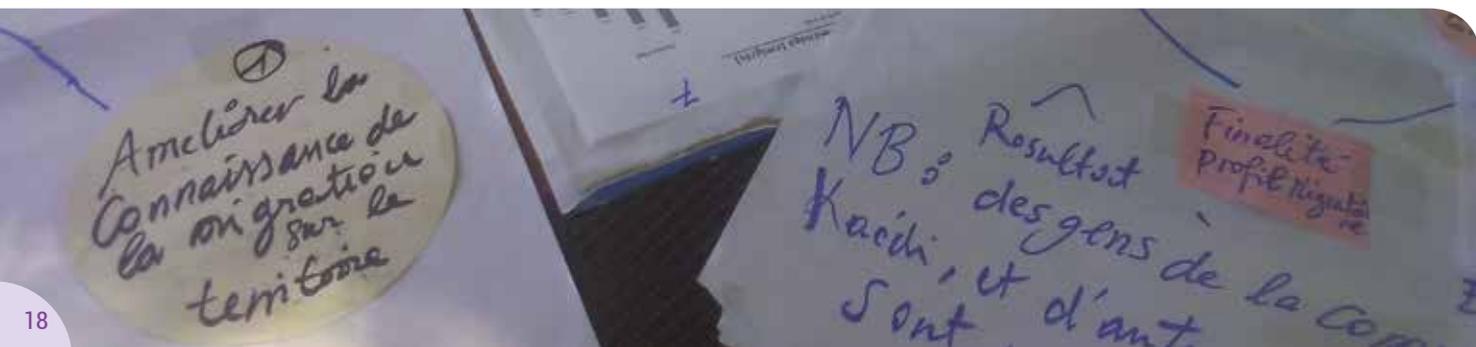
INCLURE LES IMMIGRÉS ET LES ÉMIGRÉS DANS LES PROCESSUS DE PLANIFICATION TERRITORIALE

Depuis les années 2000 le Grdr inscrit son action dans une démarche de planification territoriale qui rassemble tous les acteurs concernés : société civile, élus locaux, diaspora et immigrés, services techniques. Ce processus permet de définir, de manière collective, les besoins, les actions à entreprendre et les priorités à mettre en œuvre pour que le développement local bénéficie en premier lieu aux personnes les plus défavorisées.

Cette démarche permet de s'adapter aux caractéristiques des deux pôles transfrontaliers (dans le bassin du fleuve Sénégal qui unit la Mauritanie, le Mali et le Sénégal et, plus au sud, à la frontière entre le Sénégal et la Guinée-Bissau) où le Grdr met en place des activités. Elle prend en compte les

dynamiques à l'œuvre, notamment les mobilités humaines qui y sont particulièrement intenses. Le Grdr veille ainsi à ce que les diasporas, qui font historiquement partie des plus gros contributeurs au développement de leurs territoires d'origine, soient fortement impliquées dans ce processus de planification.

De même, l'intégration des **immigrés** dans les processus de développement territorial s'impose comme une problématique nouvelle et primordiale. En effet, si la logique autochtones-allochtones n'est pas nouvelle, elle tend à nourrir les crispations particulièrement autour de l'accès aux ressources naturelles (pêche, cueillette et même pâturage). Pour le Grdr, cela impliquait de faire évoluer son approche. Ainsi, la réalisation de « **profils migratoires territoriaux** » permet d'alimenter des échanges structurés sur la contribution des émigrés et des immigrés au développement local (*cf. chapitre double espace*).





PRODUIRE DES CONNAISSANCES POUR MIEUX DÉFINIR LES PRIORITÉS TERRITORIALES

Pour être pertinentes, les décisions et orientations prioritaires prises par les cadres de concertation territoriaux chargés de la planification doivent reposer sur des connaissances solides. C'est un préalable essentiel, particulièrement lorsque les données sont rares (si ce n'est inexistantes). La démarche de planification portée par le Grdr se base donc sur la réalisation de monographies (ou diagnostics territoriaux), comme récemment pour les régions de Sédhiou et Ziguinchor (Sénégal) ou Oio et Cacheu, en Guinée-Bissau. De même, la capitalisation est un axe de travail majeur du Grdr, illustré cette année par la parution de

l'atlas «*Un littoral en mouvement*» fruit de 4 ans de recherche-action aux côtés de nos partenaires locaux et universitaires.

Ces connaissances, co-construites et partagées en association avec les acteurs des territoires, révèlent l'importance des changements démographique-économiques en cours et les enjeux associés pour le développement local : emploi des jeunes, circulation des biens et des personnes, développement économique durable, accès équitable et sécurisé aux ressources, la planification urbaine... Des défis qui s'appréhendent à différentes échelles territoriales.

ENCOURAGER LA COOPÉRATION ENTRE LES TERRITOIRES: L'ÉCHELLE INTERCOMMUNALE

L'expérience acquise dans la Moyenne Vallée du Fleuve Sénégal, montre que des regroupements communaux peuvent faciliter la réponse à certaines priorités des territoires. Ainsi, l'entente intercommunale du Karakoro, signée entre 8 communes mauritaniennes situées à la frontière malienne, a permis d'élaborer un Plan Intercommunal d'Actions Environnementales et de mettre en œuvre des actions qui n'auraient pas eu la même portée si elles avaient été entreprises dans le cadre communal classique. La rôneraie de Bouilly a particulièrement bénéficié de cette initiative.

Au Mali, un dispositif d'appui et d'accompagnement de l'entreprenariat des jeunes et des femmes est désormais opérationnel au sein du Comité de Pilotage des Communes du Diombougou (CPCD - région de Kayes), une des premières intercommunalités à avoir vu le jour au Mali. Le Grdr a soutenu ces différentes initiatives, sur tous les territoires où il mène des activités, en accompagnant la réalisation de diagnostics concertés, en assurant des formations et en contribuant à la réalisation d'actions prioritaires telles que l'accès aux services de base, la mise en place d'outils et de dispositifs visant à mieux réguler l'accès aux ressources foncières et naturelles et la promotion de la formation et de l'activité économique des jeunes (cf. ci-dessous).

LA COOPÉRATION TERRITORIALE À L'ÉCHELLE TRANSFRONTALIÈRE

Dans le sillage de l'initiative transfrontalière initiée en 2008 entre le gouvernement du Mali et de la Mauritanie, avec l'appui du Club du Sahel et du Grdr, l'émergence, en 2017, de l'entente intercommunale du Karakoro en Mauritanie et celle plus ancienne de l'ACGK de l'autre côté de la frontière, au Mali, a créé un contexte favorable pour une coopération transfrontalière totalement inédite entre collectivités locales. Ce processus a été facilité par les nombreux échanges quotidiens entre riverains du Mali et de la Mauritanie et le besoin de répondre à des enjeux communs, par exemple autour de la transhumance et de l'accès aux ressources forestières de ce bassin qui est le second plus grand affluent du fleuve Sénégal.

Un cadre de concertation transfrontalier a ainsi vu le jour et une 1^{ère} rencontre entre représentants des deux parties en présence des préfets des 2 pays a eu lieu en janvier, puis une autre en juillet 2017. Ce type d'échange se renouvellera une à deux fois par an. Il a d'ores et déjà permis la mise en place d'un mécanisme de régulation des conflits entre éleveurs transhumants et agropasteurs et la validation du calendrier de la fin des cultures et d'ouverture de la transhumance.



© Jeff Russel

L'INTÉGRATION CITOYENNE DES JEUNES, UN DÉFI PRIORITAIRE

Pour la quasi-totalité des régions rurales de l'Afrique de l'Ouest, la question des jeunes représente un enjeu de cohésion sociale majeur. En effet, les moins de 25 ans représentent plus de 50% de la population, parfois même près de 60%. Souvent confrontés au chômage et à la précarité, la jeunesse est désormais au cœur des enjeux de territoire.

Au Mali et en Mauritanie, le Grdr soutient l'implication citoyenne des associations de jeunes, particulièrement de celles qui s'intéressent aux questions d'insertion professionnelle et à l'environnement. Par ailleurs les associations sont un véritable levier vers l'économie sociale et solidaire qui pourrait relayer les dynamiques des coopératives jadis au cœur des politiques publiques. Le Grdr déroule un ensemble d'actions pour aider ces associations dans la maturation de leur projet associatif, dans leurs démarches administratives et de gestion, pour encourager la mise en réseau. D'autres



© Jeff Russel

activités au Mali et en Mauritanie, centrées sur le « contrôle citoyen », avaient pour objectif de leur permettre de mieux comprendre les compétences de leur commune d'implantation et d'initier le dialogue avec les autorités locales.



TÉMOIGNAGE

ADAMA SANGARÉ, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JEUNES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE KASSO (AJDK) Région de Kayes (Mali)

« Le programme du Grdr nous a permis de financer notre initiative de « Valorisation des cultures Khassonké, Soninké et Peulh » et de sensibiliser des jeunes au niveau local sur des concepts comme la paix et la réconciliation. Grâce à ce financement, on a pu mener de nombreuses actions de sensibilisation et de renforcement des capacités. Cela nous a permis d'être sollicités par les autorités pour organiser la biennale artistique.

Surtout on a pu jouer un rôle important dans la réconciliation des villages de Kouloum et Déssamadi, entre lesquels les tensions étaient très fortes. Par exemple les gens des 2 villages refusaient de se marier entre eux. Ça a été une émotion très forte de voir les deux chefs de villages et les leaders de la jeunesse de chacun de ces deux villages se serrer la main et demander pardon à l'ensemble des jeunes. »



EN AFRIQUE DE L'OUEST

1

SOUTENIR UNE ÉCONOMIE DURABLE ET DISTRIBUTIVE

Le développement économique fait partie des priorités territoriales. Le Grdr met en place de nombreux programmes pour soutenir des entrepreneurs, dont une majorité de jeunes et de femmes. A Canchungo (Guinée-Bissau), un fonds d'appui aux initiatives économiques a permis d'accompagner et de financer 209 projets très divers (production ou commercialisation d'huile de palme respectueuse de l'environnement, boulangerie, porcherie, etc.) dont 80% sont portés par des femmes et 60% par des moins de 35 ans. Il a été adossé à un incubateur de microentreprises créé il y a 3 ans, qui propose des services d'appui conseil, de formation ciblée ou de renforcement de capacités en gestion et comptabilité.

Dans le Gorgol en Mauritanie, 150 familles membres de 6 coopératives de production, de transformation et de commercialisation de produits locaux issus des filières agropastorales (patate douce, maraichage, lait, aviculture...) ont bénéficié de formations pour optimiser leur production et organisation. Au final, 112 de ces ménages ont augmenté leurs revenus de plus de 75%. De même, dans le Karakoro, des coopératives de production, transformation et commercialisation de produits maraîchers bénéficient de financements pour soutenir leurs activités, notamment celles liées aux maraîchages ou à la production de

produits forestiers non ligneux, dès lors qu'elles respectent l'environnement. Elles sont également accompagnées sur les questions administratives et celles liées à la gestion de leur activité. A Bakel (Sénégal) une cinquantaine de femmes ont reçu des formations en transformation et conservation des fruits et légumes, comme par exemple le bouye, le jujube ou la patate douce. Une fédération des unités de transformation des produits locaux de la Réserve Nationale Communautaire du Boundou s'est constituée. Cela leur a permis d'obtenir

la certification FRA qui facilitera la reconnaissance et la commercialisation de produits tels que des biscuits à haute valeur nutritive. Dans la région de Kayes, 30 producteurs de bananes reçoivent un appui pour améliorer la qualité de leur production sur la base de critères écologiques et pour mieux répondre à la demande locale, tandis que 15 commerçantes de cette même filière ont été formées à la gestion comptable, financière et au marketing.



TÉMOIGNAGE

MARIAMA DIALLO – BOULANGÈRE à Canchungo (Guinée-Bissau)

Avant j'étais vendeuse de jus de fruit glacé puis en 2016 j'ai décidé de créer ma boulangerie traditionnelle. Cela a été rendu possible grâce au soutien technique et financier du Grdr. Les conseils que me fournit l'équipe du Grdr m'aident à mieux comprendre le marché, à proposer un pain de qualité, à gérer la clientèle. Aujourd'hui, ma petite entreprise se porte très bien, la demande de pain ne cesse de croître et j'ai dû recruter deux jeunes du quartier pour m'aider à faire tourner la boîte. En période de forte demande, je fais appel aux membres de ma famille pour m'aider à distribuer le pain dans les autres quartiers. Mais maintenant les clients me connaissent bien et certains n'hésitent pas à faire le déplacement jusqu'à la boulangerie pour chercher du pain chaud. Contrairement à ce que les gens pensent, la gestion d'une boulangerie n'est pas chose aisée, surtout quand on est une femme. Elle requiert d'importants investissements tant personnels que financiers et une bonne capacité d'anticipation et de gestion. Il faut maîtriser les circuits de distribution, comprendre et anticiper sur les besoins des clients être, en mesure de gérer les stocks de farine et de bois. Mais avec l'aide du Grdr je m'en sors bien, et l'argent que je gagne grâce à la boulangerie me permet de faire vivre ma famille décemment, d'envoyer les enfants à l'école, de faire attention à leur alimentation et à leur santé

CONTRIBUER À RELOCALISER L'ALIMENTATION ET À PRÉVENIR LES CRISES ALIMENTAIRES

Les régions transfrontalières dans lesquelles le Grdr agit sont principalement habitées par des familles d'agro pasteurs, qui contribuent à 80% de la production agricole locale et qui emploient de nombreux actifs. Elles sont également un carrefour marqué par des flux de produits agricoles entre les zones excédentaires et celles qui sont déficitaires. Le Grdr soutient certaines filières agricoles : bananes dans la zone de Kéniéba (Mali), noix de cajou dans le nord de la Guinée-Bissau, etc. Mais il s'investit également dans la construction d'un plaidoyer commun porté par et pour les producteurs locaux à travers des ateliers d'analyse des politiques publiques ou la réplique et le partage d'initiatives agricoles performantes. Plus spécifiquement en Mauritanie, le Grdr travaille à la réduction des vulnérabilités des agropasteurs du Guidimakha et à la mise en place d'un système d'alerte précoce, en coopération avec les autorités locales et la société civile, pour prévenir les situations d'urgence alimentaire.

Enfin, la question de l'urbanisation et de ses conséquences sur les systèmes alimentaires locaux s'inscrit de plus en plus au cœur des activités du Grdr. Sous l'effet de la croissance démographique, la croissance urbaine atteint des proportions importantes. Les villes s'étendent sur des territoires péri-

urbains historiquement à vocation agricole, obligeant les exploitants à se délocaliser ou à se reconverter. C'est le cas du département de Rufisque, en périphérie de Dakar, où un travail d'enquête et d'étude bibliographique, coordonné par le Grdr, révèle que la spéculation foncière menace l'avenir des exploitations agricoles qui contribuent à nourrir les populations (locales), y compris de la capitale. Cette étude, qui fait référence, est la première étape d'une démarche d'élaboration d'un plan alimentaire durable, aux côtés des élus du département, qui vise à préserver et valoriser les productions locales brutes et transformées.



FOCUS

UNE PRIORITÉ POUR LA VILLE DE CANCHUNGO, LA RÉHABILITATION DE LA SOURCE D'EAU DE CUM

Les analyses microbiologiques de la source d'eau de Cum à Canchungo, où s'approvisionne une grande partie de la population, ont révélé un niveau de contamination particulièrement élevé. A la demande des comités de quartier et de l'administration, la réhabilitation de cette source a été classée parmi les priorités du territoire. Un avant-projet détaillé a été réalisé et un appel d'offre a été lancé afin de démarrer les travaux de réhabilitation. Des discussions ont été engagées avec l'administration locale de Canchungo et le comité inter-quartiers pour mettre en place un comité de gestion de la source de Cum. Des règles de gestion vont être définies de façon concertée avec l'ensemble des usagers afin de garantir la durabilité des installations.

AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE EN MILIEU RURAL GRÂCE À L'ASSAINISSEMENT

L'année 2017 aura été celle du lancement de 2 grands projets, auxquels le Grdr participe, en faveur de l'assainissement dans les régions de Bakel (Sénégal), du Gorgol et du Guidimakha (Mauritanie). Ces projets, encore en phase de commencement à la fin de l'année 2017, s'inscrivent dans le cadre des stratégies nationales des deux pays concernés. Ils doivent permettre à terme, de sensibiliser plus de 160 000 personnes sur les questions relatives à l'hygiène. De nombreuses écoles seront également équipées en latrines.

GALAYE SECK - PRÉSIDENT DE LA COMMISSION AGRICULTURE-HORTICULTURE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE RUFISQUE

« Depuis 2016, le Conseil Départemental de Rufisque collabore avec le Grdr sur la construction d'un Plan Alimentaire Territorial (PAT) et la mise en place de cantines scolaires valorisant des produits locaux. On travaille avec les producteurs horticoles, les aviculteurs, les pêcheurs, les transformateurs, les revendeurs, les associations de consommateurs, les exportateurs, les services déconcentrés de l'Etat, les élus. Des enquêtes ont été réalisées pour faire un état des lieux et montrer l'apport des exploitations familiales dans l'approvisionnement des populations de la région de Dakar. La finalité est de construire un plaidoyer pour sécuriser les sites de production qui restent dans la zone des Niayes et faire adopter une Charte que devront signer les Maires du département, souvent à l'origine des programmes de lotissement qui détruisent les terres agricoles.

Les acteurs depuis le début montrent tout leur intérêt pour ce programme et participent aux activités du cadre de concertation pour finaliser le PAT, pérenniser les cantines et étendre le dispositif dans d'autres localités. Deux communes du département veulent nous rejoindre. Le CNCR envisage de reproduire ce processus dans d'autres départements du Sénégal et des acteurs institutionnels de la formation professionnelle agricole et de la recherche ont manifesté leur intérêt pour ce projet.

Le Conseil départemental, que je représente ici, est vraiment satisfait de ce partenariat avec le Grdr. Nous remercions et félicitons l'équipe sur place pour sa franche collaboration dans l'exécution de ce programme ! »



CE QU'IL FAUT RETENIR POUR 2017

1 CADRE DE CONCERTATION TRANS-FRONTALIER inédit entre les intercommunalités du Karakoro (Mauritanie) et de l'Association des Communes du Guidimakha Kaffo (ACGK) (Mali)

101 LOGEMENTS DE FAMILLES PRÉCAIRES de Canchungo ont été restaurés (soit environ 800 bénéficiaires en comptant tous les membres des familles)

1 ATLAS « Un littoral en mouvement », fruit de 4 années de recherche-action

1 DIAGNOSTIC DU SYSTÈME ALIMENTAIRE DE RUFISQUE

4 MONOGRAPHIES TERRITORIALES réalisées (Sénégal et Guinée-Bissau)

6 PROFILS MIGRATOIRES (2 au Mali et 4 en Mauritanie) achevés ou en cours

1 PLAN INTERCOMMUNAL D'ACTIONS ENVIRONNEMENTALES validé par toutes les communes de la nouvelle intercommunalité du Karakoro

1 DISPOSITIF d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes dans le Diombougou (Mali)

1 CONVENTION LOCALE pour la gouvernance des ressources halieutique actualisée par es collectivités du Djassin et des Kalounayes en basse et moyenne Casamance

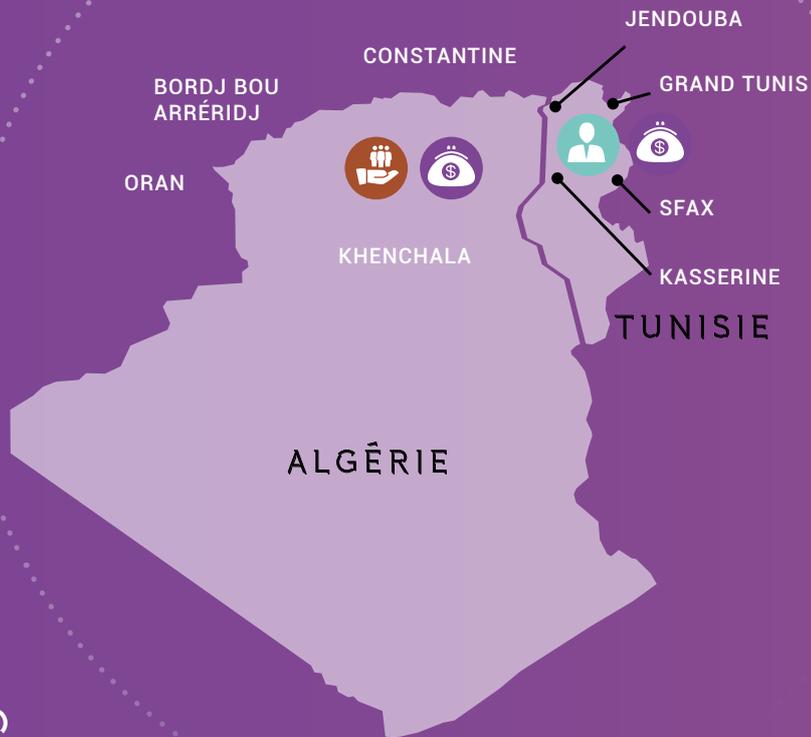
L'ADOPTION DE RÈGLES COMMUNES par **5** villages (867 habitants en tout) pour réguler l'exploitation des palmeraies sauvages

1 PLAN D'URGENCE en cours de mise en place pour faire face aux urgences alimentaires dans le Guidimakha (Mauritanie)

LA DISTRIBUTION DE 61700 DÉJEUNERS sains et équilibrés, à base de produits fournis par des coopératives agricoles de proximité, à 1000 élèves des écoles élémentaires les plus défavorisées de Dakar

1 GUIDE MÉTHODOLOGIQUE sur l'intégration de la dimension « Migration » dans les plans de développement locaux des collectivités locales au Mali

-  Valorisation et soutien du tissu associatif local
-  Expertise Migration et Développement
-  Formation et insertion économique des jeunes et des femmes



LE GRDR AU MAGHREB

LE GRDR S'INVESTIT DANS LES PROGRAMMES CONCERTÉS PLURI-ACTEURS (PCPA), espaces de concertation de la société civile active sur les deux rives de la méditerranée. Ce fut le cas en Algérie, dès 2012, puis depuis 2014 en Tunisie. Cet engagement bénévole nous a permis de faire connaissance avec des associations nationales et locales et d'entamer un dialogue de qualité autour d'enjeux qui traversent nos société, par exemple sur l'employabilité de la jeunesse, l'économie sociale et solidaire et bien sûr la migration même si le sujet reste encore sensible et qu'il imprègne de plus en plus les relations bi et multilatérales avec les Etats européens. Avec certaines associations nous avons noué des relations de confiance et de complémentarités thématiques issues de l'expérience acquise par le Grdr depuis presque 50 ans dans le bassin du fleuve Sénégal et en France en soutenant les initiatives de développement local.

2

NOS ACTIVITÉS AU MAGHREB SONT FINANCÉES PAR :



برنامج دعم المبادرات والتطبيقات
Programme d'Appui à l'Initiative Entrepreneuriale



EN ALGÈRIE, L'EMPLOI ASSOCIATIF, UNE RÉPONSE À LA PROBLÉMATIQUE DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES

En Algérie, les 18-35 ans, qui représentent 70% de la population, sont nettement plus frappés par le chômage que leurs aînés. Près d'un jeune algérien sur quatre n'a pas d'emploi alors que le taux de chômage ramené à l'ensemble de la population active est de 10%. Conséquence : la précarité et l'emploi informel s'enracinent. Pendant ce temps, le potentiel que représente le secteur associatif pour l'insertion professionnelle des jeunes reste sous-estimé par les acteurs de l'emploi et la jeunesse elle-même.

Pourtant travailler dans une association implique de nombreuses compétences, par exemple en gestion administrative et financière, en coordination de projets, en animation, ou encore en médiation socio-éducative, en auxiliaires de vie scolaire, etc. De plus, de nombreux domaines d'activité correspondent aux champs sectoriels ciblés par le gouvernement comme ayant une forte valeur ajoutée pour augmenter la croissance et l'emploi. Parmi ceux-ci on trouve les énergies renouvelables, la formation professionnelle, le numérique, le tourisme, les sports et loisirs ou encore la santé. Des activités qui correspondent justement au cœur de métier de nombreuses associations algériennes.

© Adel Abdedaim



FOCUS

LE PROGRAMME D'APPUI AUX INITIATIVES DE DÉVELOPPEMENT LOCAL EN ALGÉRIE (PAIDEL-DZ)

Ce programme, qui débute en 2018, va structurer l'activité du Grdr dans les wilayas de Tيارت et Tissemsilt. Les femmes et les jeunes, qui représentent une part très importante de la population, sont plus particulièrement touchés par le chômage et la précarité. Financé par l'UE dans le cadre du programme d'appui au développement local durable et aux actions sociales du nord-ouest de l'Algérie (PADSEL-NOA), le PAIDEL-DZ a été conçu pour promouvoir, de manière concertée, un développement local qui bénéficie prioritairement aux personnes les plus défavorisées. Il mobilise notamment les organisations de la société civile, les collectivités territoriales et tous les acteurs locaux qui ont un rôle important à jouer dans le développement économique et social de ces territoires.

Suivant ces orientations, l'activité en 2017 du Grdr et de ses partenaires dans le cadre du « Programme d'Appui Jeunesse Emploi » s'est articulée autour de 3 axes. Le 1^{er} consistait à identifier les métiers porteurs au sein du secteur associatif. Ainsi, le diagnostic des métiers, compétences et services innovants réalisé en 2016 a servi de base à la création, en 2017, d'un répertoire des compétences et des métiers qui existent dans ce secteur. En 2nd lieu, un dialogue constructif a été mis en place avec les pouvoirs publics algériens en charge de l'emploi et de la formation professionnelle, notamment l'Agence Nationale pour l'Emploi Algérienne (ANEM). Enfin, 3^{ème} point, la mise en place d'un dispositif de financement des associations afin qu'elles développent leurs activités et contribuent à l'insertion professionnelle des jeunes de 18 à 35 ans. 14 associations ont été financées et accompagnées à l'issue d'une procédure stricte. Elles interviennent dans des domaines divers tels que « Nature et Environnement », « Arts, Culture et Multimédia », « Santé, Education et Handicap » ou

encore « Formation, insertion et Entrepreneuriat ». Grâce à ces financements, 382 jeunes (au-delà des objectifs initiaux) ont été accueillis en stage au sein de ces associations et ont pu bénéficier d'une expérience professionnelle augmentant ainsi sensiblement leurs chances sur le marché de l'emploi.



© Adel Abdedaim



TÉMOIGNAGE

FATIMA BESSEGHIER, CHEFFE DE PROJET À L'ASSOCIATION BEL HORIZON EN ALGÉRIE

En tant que cheffe de projet, l'économie sociale et solidaire est une thématique qui m'intéresse particulièrement. Je suis très contente d'avoir suivi cette formation de trois jours. Je pense que ça a été très bénéfique, grâce à la qualité des formateurs, des explications, de l'animation. Ils étaient très à l'écoute. C'était très concret, on a eu beaucoup de travaux pratiques sur des exemples adaptés à notre réalité, au niveau local. Je suis vraiment satisfaite, surtout de la disponibilité des formateurs et du contenu.

LA STRATÉGIE NATIONALE SUR LA MIGRATION, UN ESPACE DE DIALOGUE EURO-TUNISIEN

La Tunisie est un pays qui connaît d'importantes mobilités internes, qui reflètent le déséquilibre qui se creuse entre les territoires côtiers du nord et de l'est avec les régions de l'intérieur et du sud. C'est aussi un pays à forte tradition migratoire puisque 12% de la population totale a émigré. Depuis quelques années, elle est aussi devenue un pays de transit des migrants souhaitant se rendre en Europe. Un phénomène amplifié par la crise des pays voisins (Lybie, Mali).

Suite à la révolution de 2010-2011, le gouvernement tunisien a lancé le processus d'élaboration d'une stratégie nationale sur la migration. Parallèlement, un plan quinquennal de développement économique et social (2016-2020) a été mis en place et accorde une importance particulière au soutien des Tunisiens résidant à l'étranger. De plus, un partenariat pour la mobilité a été signé le 3 mars 2014 entre la Tunisie, l'UE, et dix Etats membres de cette dernière (dont les trois pays accueillant le plus de Tunisiens : la France, l'Italie et l'Allemagne).

QUELQUES CHIFFRES (RGPH 2014)

123

Un peu plus de 1,3 Million de Tunisiens résident à l'étranger pour près de 11 millions d'habitants (dont plus de 700 000 en France et, près de 200 000 en Italie et 100 000 en Allemagne)

C'est dans le cadre de ce partenariat Tunisie-UE, que le Grdr a mis en place des activités pour appuyer « *le Gouvernement tunisien dans le développement et la mise en œuvre de sa stratégie nationale migratoire* ». Les tunisiens résidant à l'étranger, leurs familles restées au pays et ceux qui sont « de retour » (ou candidats au retour) sont au cœur de ces activités.

Enfin, l'année 2018 sera marquée par l'adoption d'un nouveau Code des collectivités locales et l'organisation d'élections communales, cadre dans lequel l'expérience du Grdr pourrait être fort utile pour soutenir les initiatives de développement local, notamment celles de la diaspora.



L'APPROCHE TERRITORIALE DES ENJEUX «MIGRATION-DÉVELOPPEMENT LOCAL»

Les activités du Grdr en Tunisie en 2017 avaient pour objectif de contribuer au développement de mécanismes efficaces pour aborder la question de la migration à travers des initiatives d'intégration économique et sociale au niveau local. C'est notamment le cas à Mahres, puisque le Grdr a été retenu par Expertise France pour la mise en œuvre d'un projet pilote « *Initiative 4 M : Le Monde à Mahres, Mahres dans le Monde* ». Ce programme aboutira à l'élaboration du profil migratoire de la commune et donc à la mise en place d'un plan d'actions prioritaires. Les activités ont débuté en décembre avec l'organisation d'un forum de lancement et une formation des acteurs locaux sur la thématique « Migration-Développement ».

De plus, dans le cadre du Fonds Fiduciaires d'Urgence de l'Union européenne « en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière en Afrique », le Grdr a intégré, avec l'ONG américaine Mercy Corps, un consortium piloté par l'AFD. L'idée est d'animer le dialogue entre l'ensemble des acteurs locaux publics et privés pour élaborer des outils de planification intégrant la dimension migratoire (Grdr) tout en œuvrant en faveur de l'employabilité des jeunes (Mercy Corps). Le Grdr sera également chargé d'appuyer l'ensemble des dynamiques sur le « double-espace Tunisie-Europe » jusqu'en 2020.



Extraits du tour de table des participants à l'issue du cycle de formations Migration-Développement proposé par le Grdr dans le cadre de l'Initiative Pilote 4M :

ABDELRAOUF BEN HADJ SAAD
(DIRECTEUR TECHNIQUE DE LA COMMUNE DE MAHRES)

« La formation est très riche en termes de méthodologie, d'outils, de techniques. Le problème de la migration et son impact sur le développement local intéresse surtout les villes à forte migration, dont Mahres fait partie. Le projet permet de réunir les deux rives, ici et là-bas.»

FAYCAL BEN ABDALLAH
(PRÉSIDENT DE YOUNGA SOLIDAIRE FRANCE)

« La formation est très dense avec des outils intéressants qui permettent d'avoir une visibilité globale sur la thématique Migration-Développement. De plus, grâce à la formation, les représentants des collectivités locales et la société civile sont réunis ce qui permet de créer des synergies »

MONEM DERBEL
(PRÉSIDENT ASSOCIATION IMAGECOM)

« C'est important pour nous les Mahressiens d'avoir une méthodologie et des outils applicable. On est parti d'un constat et maintenant on peut passer à l'action. On ne voit plus les choses de la même façon. »



CE QU'IL FAUT RETENIR POUR 2017

382 ALGÉRIENS âgés de 18 à 35 ans ont bénéficié de stages professionnels au sein de 14 associations

1 RÉPERTOIRE des compétences professionnelles des associations

20 FICHES projets actualisées sur la base de la nomenclature algérienne des métiers (NAME)

1 SITE INTERNET référentiel des métiers associatifs réalisé pour valoriser l'offre de service des associations et faciliter la recherche d'emploi des jeunes Algériens au sein du secteur associatif

1 PARTENARIAT SOLIDE avec Younga Solidaire et la Délégation de Mahres

1 MÉTHODE EXPÉRIMENTALE de sélection des territoires « Migration-Développement » en Tunisie

20 PERSONNES RESSOURCES ont été formées aux enjeux « Migration et Développement local »

1 PROFIL MIGRATOIRE de la commune de Mahres en cours de réalisation

1 PLAN D'ACTION prioritaire « Migration et Développement » en cours de réalisation

4 PROFILS MIGRATOIRES territoriaux et 4 plans d'actions locaux « Migrations et Développement »

1200 jeunes qui bénéficieront des clubs « entreprendre », 60 structures d'appui à l'entrepreneuriat et à l'insertion professionnelle qui seront renforcées dans les 3 années à venir.

1 DISPOSITIF D'ANIMATION des dynamiques Migration-Développement sur le double-espace Europe-Tunisie

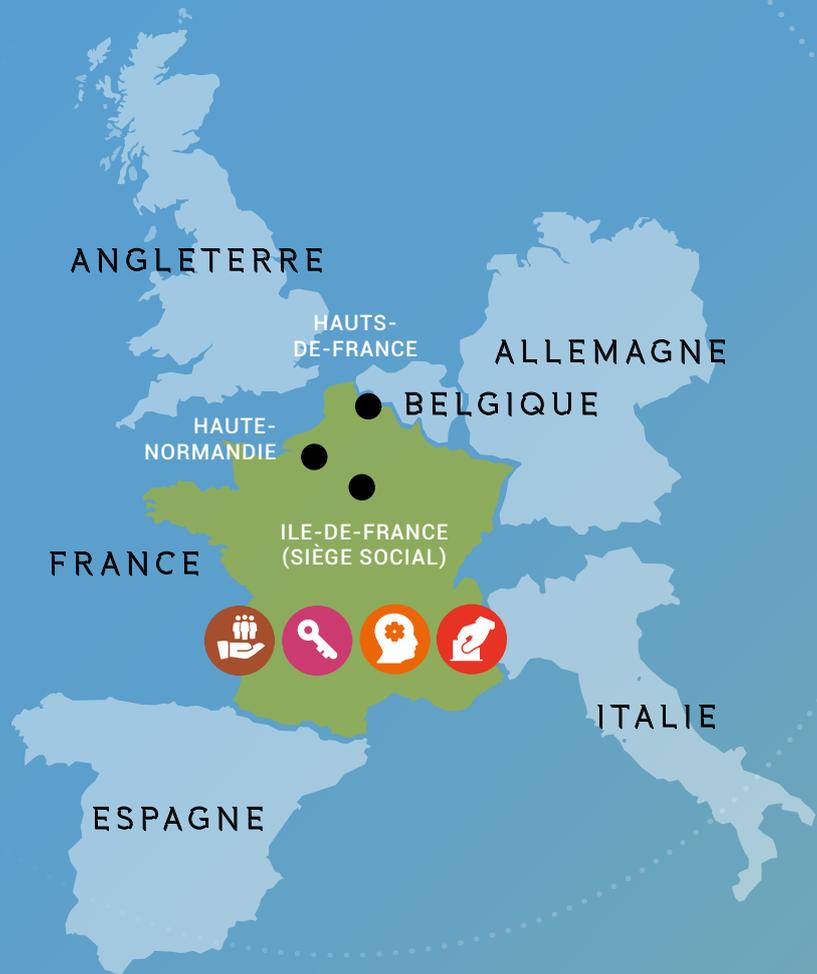
1^{er} RÉFÉRENTIEL DES MÉTIERS ASSOCIATIFS en Tunisie (en cours d'élaboration)

PCPA : Animation de temps de renforcement mutuel de compétences entre les membres du Pôle (fin 2018).



● Cellules

-  Valorisation et soutien du tissu associatif local
-  Insertion professionnelle des travailleurs immigrés
-  Formation des professionnels en charge de l'accueil des migrants
-  Education à la citoyenneté et à la solidarité internationale
-  Pays dans lesquels le Grdr a développé des partenariats



LE GRDR EN FRANCE

EN FRANCE, de nombreuses activités ont été mises en œuvre au cours de l'année écoulée au profit des personnes issues de la migration, notamment en matière d'insertion professionnelle et d'entrepreneuriat, d'accès aux droits des personnes âgées, de lutte contre l'isolement des femmes immigrées ou encore d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale. Ces activités se déclinent de manières multiples pour accompagner les bénéficiaires de manière individualisée, en fonction de leurs besoins.

3

NOS ACTIVITÉS EN FRANCE SONT FINANÇÉES PAR :



INSERTION PROFESSIONNELLE ET ENTREPRENARIAT DES PERSONNES ISSUES DE LA MIGRATION

Plus durement frappées par le chômage que les autres catégories de la population, les personnes migrantes ont pourtant vécu des parcours originaux, des expériences enrichissantes et acquis des compétences qui sont souvent mal valorisées sur le marché du travail. Pour un grand nombre d'entre elles qui sont éloignées de l'emploi, l'accès à l'entrepreneuriat peut être considéré comme un moyen d'insertion professionnelle. Le Grdr a développé une approche permettant de présenter les parcours migratoires comme une force et une richesse, sources de compétences originales et d'innovations. Un besoin d'autant plus présent que peu de migrants ou d'habitants des quartiers prioritaires accèdent à des parcours d'accompagnement à la création d'entreprises. L'idée est donc de les accompagner pour qu'ils soient en mesure soit de créer leur propre emploi, soit de faciliter leur insertion professionnelle à travers l'accès à des dispositifs ou des réseaux.

Suivant cette logique, l'équipe du Grdr en Ile-de-France propose une offre de services variée, adaptée aux profils et aux besoins des bénéficiaires. Ainsi, en 2017, un parcours d'accompagnement renforcé sur des sujets adaptés aux besoins et aux projets, a été créé, grâce à la mise en place d'un « communauté d'entrepreneurs » qui exploite les ressources mises en place par la Cité des Métiers de Paris la Villette.

FOCUS



L'ÉCOLE RÉGIONALE DES PROJETS

Depuis 2015 et la 1^{ère} édition de l'ERP, 242 candidats éligibles ont été reçus lors d'un jury d'entrée. A l'issue de cette étape, 91 personnes ont intégré l'une des 3 sessions de l'ERP (2015-2016-2017) et les 151 autres candidats ont bénéficié d'un entretien complémentaire pour les orienter vers un dispositif plus adapté tels que les Cours municipaux d'adultes de la ville de Paris (création d'entreprise et écriture de projet), Créajeunes de l'ADIE, Résonance Nord-Sud, BGE, Via le Monde... Sur les 50 personnes* ayant suivi la formation complète de 6 mois jusqu'au bout en 2015 et 2016, 15 ont créé leur entreprise, 5 sont inscrits dans un dispositif d'accompagnement complémentaire et 18 ont trouvé un emploi (dont 9 en CDI).

* Nous n'avons pas encore suffisamment de recul sur la promotion 2017 pour l'intégrer dans le bilan.

Ce dispositif s'ajoute à celui de l'Ecole Régionale des Projets, qui a fait l'objet d'une 3^{ème} édition en 2017. 20 personnes n'ayant jusqu'ici pas trouvé de parcours adaptés à leurs besoins, ont pu bénéficier de modules de formation à la création d'entreprises pendant 6 mois. 61 autres candidats ont été réorientés, après réunion du jury, vers des formations qui conviennent mieux à leur situation.

De manière complémentaire, depuis de nombreuses années, le Grdr anime les clubs « *Dynamiques Africaines* » ou « *Entreprendre au féminin* », qui ont à eux deux permis à 1800 porteurs de projets depuis 2011, de confronter leurs idées, de partager leurs expériences. Ils ont un révélé un fort intérêt de la part des participants, notamment des femmes, pour la filière cosmétique. Un diagnostic « filière » a donc été réalisé à l'initiative du Grdr, qui démontre un fort potentiel de développement économique en France et dans les pays d'origine, a fortiori lorsqu'il est porté par des personnes issues de la migration. C'est dans cette optique que le « Club Cosmétique » a à son tour vu le jour en 2017. Il s'est depuis réuni à 5 reprises tout au long de l'année et a rassemblé 107 porteurs de projets (principalement des femmes, souvent diplômées).

Enfin, en 2016 et en 2017, le Grdr a proposé une démarche expérimentale pour aider 112 jeunes vivant dans des quartiers dits « prioritaires » de Montreuil et d'Aubervilliers, sans emploi et ne suivant pas d'études, à construire un projet éducatif ou de retour à l'emploi. Des permanences

hebdomadaires ont été mises en place, de même que des ateliers coaching, pour les accompagner individuellement ou collectivement dans leurs démarches (rédaction de CV et lettres de motivation, entraînement aux entretiens d'embauche, aide sur les démarches administratives pour les aider à retrouver confiance...).





TÉMOIGNAGE

VEENA SUBARAYADU, MEMBRE DU CLUB COSM'ÉTHIQUE

« Je viens au Club Cosm'Ethiques depuis plusieurs mois. Grâce à ces rencontres, je me suis rendu compte que mon projet n'était pas forcément très clair. Je m'imaginai simplement vendre et distribuer des produits cosmétiques. Depuis, grâce au club, j'ai intégré les notions éthiques et naturelles, auxquelles j'attache désormais beaucoup d'importance. La rencontre avec la « Maison de Cosmétique » (LMCE), qui est née de l'union de membres du club avec l'appui du Grdr, a été un déclic pour moi. En plus, elle m'a permis de bénéficier d'un accompagnement sur la création d'entreprise et sur tout ce qui concerne l'aspect « naturel » et « bio ». Aujourd'hui je suis une formation que j'ai trouvée, là encore, grâce au club. On y apprend, entre-autres, à concevoir un produit dans un laboratoire. Je crois que je n'aurais pas franchi le cap si le club ne m'avait pas fait rencontrer des professionnels avec lesquels j'ai pu échanger et bénéficier de leur expérience. »

TÉMOIGNAGE

FACILITER L'ACCÈS AUX DROITS DES PLUS ÂGÉS

Les personnes migrantes sont régulièrement confrontées, selon leur parcours, leur âge, leur sexe, à des difficultés d'accès aux droits et à la santé ou à des problèmes d'isolement. De nombreuses études mettent en avant la plus grande fragilité physique et psychologique des migrants vieillissants par rapport aux personnes nées dans l'hexagone. De plus, les démarches administratives auprès des organismes de retraite ou de sécurité sociale peuvent être complexes. D'autant que les services publics renvoient de plus en plus souvent vers des portails numériques souvent difficiles à manier pour cette catégorie d'âge.

Pour les aider dans leurs démarches, le Grdr propose des permanences hebdomadaires dans des centres sociaux d'Aubervilliers et du 19^{ème} arrondissement parisien. Parallèlement, des animations collectives ont permis d'orienter et d'informer sur les formalités administratives à effectuer, ainsi que de sensibiliser des professionnels en charge de l'accueil de ce public. Depuis 2015, 152 personnes ont bénéficié de ces activités (96 dans le cadre d'un accompagnement et 80 dans le cadre d'animations collectives). Parallèlement, des ateliers numériques étaient proposés aux personnes âgées d'origine étrangère qui le souhaitaient pour les familiariser avec cet outil et les aider à accomplir leurs démarches administratives sur internet.



TÉMOIGNAGE



M^{ME} BOLY DIARRA, BÉNÉFICIAIRE DU PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES MIGRANTES ÂGÉES Ile-de-France

« Je suis venue vivre en France pour la 1^{ère} fois en 1979. 5 ans plus tard, je suis rentrée en Mauritanie, le pays de mon mari, même si moi je suis malienne. Nous sommes revenus définitivement en France en 1999 et j'ai commencé à travailler jusqu'au décès de mon mari en 2014. A partir de ce moment, j'ai rencontré beaucoup de difficultés sur le plan administratif. Puis, un jour, lors d'un atelier d'information sur la retraite je suis tombée sur le Grdr. Du coup, j'ai pris contact avec l'équipe. Ils m'ont aidée à constituer mes dossiers. C'est grâce à eux que j'ai découvert que j'avais droit à une pension de réversion complémentaire par exemple. Ils m'ont aussi aidée à avoir accès aux remboursements de frais de santé à 100% alors que j'ai des problèmes qui nécessitent un suivi médical. En fait, j'ai découvert tout un tas de droits que je n'aurais probablement jamais connus sans le Grdr. Aujourd'hui encore ils m'aident, par exemple pour constituer mon dossier de retraite, que j'espère prendre au mois d'août prochain. Ce serait beaucoup plus difficile sans eux et je ne suis pas sûre que j'aurais pu tout bien faire toute seule... »

FORMER LES PROFESSIONNELLS AMENÉS À ACCUEILLIR LES PUBLICS MIGRANTS EN SITUATION DE PRÉCARITÉ

D'une manière générale, la tendance au désengagement des services publics est une des problématiques auxquelles doivent de plus en plus s'adapter les associations amenées à travailler avec les personnes en situation de précarité. C'est la raison pour laquelle le Grdr intervient auprès des professionnels amenés à accueillir les personnes migrantes sur les questions de santé, d'insertion professionnelle, de citoyenneté, de retraite, à travers des formations à la communication interculturelle ou des ateliers d'information ou de sensibilisation. L'idée est de partager les expériences et de fournir des outils pour que les problématiques sociales liées à la migration soient mieux prises en charge. En effet, la méconnaissance de cette catégorie de la population, de ses projets, de ses conditions de vie, associée à l'existence de préjugés de part et d'autre, impacte négativement la relation entre usagers et professionnels.

PROMOUVOIR LA CITOYENNETÉ DES FEMMES IMMIGRÉES EN SITUATION D'ISOLEMENT

Les femmes immigrées habitant seules sont elles aussi souvent confrontées à certaines formes d'isolement. De par leur parcours, elles sont plus fortement touchées par ce phénomène que le reste de la population. En 2016 et 2017, le Grdr a organisé 56 « ateliers de parole » dans les Hauts-de-France, pour leur permettre de s'exprimer sur les difficultés qu'elles rencontrent et de se réapproprier les débats dans l'espace public. Les femmes qui y ont participé ont eu l'opportunité d'aborder ensemble des sujets tels que l'accès au droit, à l'emploi, à la santé, aux loisirs. Plus largement, elles ont pu mener des réflexions communes sur l'égalité homme-femme, les valeurs de la république, la discrimination. Des sorties culturelles ont d'ailleurs également été organisées, par exemple dans des musées, pour leur permettre de rompre avec leur quotidien et les aider à réinvestir l'espace public.



L'ÉDUCATION CITOYENNE À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE (ECSI)

Depuis plusieurs années déjà, le Grdr profite de son expérience sur le double-espace et de son expertise sur les questions liées au développement et à la migration pour proposer des activités dites d' « éducation citoyenne à la solidarité internationale ». Cette approche remet en cause le fait que la notion de développement soit le seul problème des pays du sud et propose une lecture plus globale qui englobe les pays dits « développés ». Elle permet également d'inscrire les personnes migrantes au centre de ce lien (par exemple le climat, ou encore l'environnement, les ressources en eau...) qui unit désormais le nord et le sud. En ce sens, elle s'inscrit pleinement dans le cadre des Objectifs de Développement Durables (ODD) promu par l'Assemblée Générale des Nations Unies en septembre 2015.

L'idée est de lutter contre les préjugés à travers une vision du monde qui interroge les citoyens vis-à-vis de « l'Autre » et des frontières. Dans les Hauts-de-France, région où les questions migratoires sont sensibles, le Grdr organise des théâtres palabres, des animations, des ateliers, des festivals cinématographiques permettant de valoriser les parcours migratoires et d'encourager le mieux-vivre ensemble. Autre enjeu essentiel, transmettre aux plus jeunes ce que les migrations ont généré comme bénéfices, que ce soit en Europe ou dans les pays d'origine. C'est dans cette optique



que l'équipe du Grdr des Hauts-de-France a organisé une trentaine d'ateliers en milieu scolaire pour sensibiliser les élèves sur ces questions liées à la solidarité internationale.

Parallèlement, le Grdr est convaincu que les associations de migrants ont un rôle essentiel à jouer en matière de plaidoyer, notamment auprès des collectivités territoriales. L'idée est donc de les accompagner pour qu'elles mettent en valeur leurs contributions au développement durable sur les territoires d'accueil et d'origine. En effet, ces associations souffrent souvent d'un manque de visibilité alors qu'elles sont particulièrement actives.

CHARLOTTE, EN 5^{ÈME} AU COLLÈGE GÉRARD PHILIPPE À HÉNIN BEAUMONT (HAUTS DE FRANCE)

« J'avais des choses fausses dans la tête. Mais maintenant, grâce aux ateliers (NDLR : les ateliers Territoire Solidaires dans les collèges), j'ai mûri. Ca m'a fait grandir ! J'étais envahi par tout un tas de stéréotypes. Maintenant quand je vois des personnes différentes, je comprends qu'en fait on est tous pareils. »

LAURINE, EN 5^{ÈME} COLLÈGE GÉRARD PHILIPPE À HÉNIN BEAUMONT (HAUTS DE FRANCE)

« J'ai appris plein de choses sur les migrants aujourd'hui pendant les ateliers. En fait nous même nous sommes des migrants sans le savoir. Mais ça ne me choque pas, parce que nous sommes tous humains ! »



TÉMOIGNAGE



FOCUS

LA PLANIFICATION TERRITORIALE EN FRANCE

En 2017, le Grdr a appuyé le Conseil Départemental du Val de Marne, à la demande de ce dernier, dans l'élaboration d'un plan d'action pour la citoyenneté des migrants. L'idée est de mettre en place les conditions qui vont favoriser la citoyenneté des migrants pour une meilleure gouvernance des territoires. Finalisé en mars 2018, ce plan d'action, adopté par le Conseil Départemental, inclut une dimension double-espace, le développement des coopérations décentralisées, l'appui aux organisations de solidarité internationale issues de la migration et la promotion de l'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale.

CE QU'IL FAUT RETENIR POUR 2017

LE LANCEMENT DU DISPOSITIF « ACCÉLÉRACTEUR » en partenariat avec la Cité des Métiers de Paris la Villette : un accompagnement approfondi, individualisé et collectif, pour les personnes migrantes souhaitant créer leur propre activité

20 PERSONNES ont bénéficié d'une formation sur 6 mois à la création d'entreprise

61 CANDIDATS ont été redirigés vers des dispositifs appropriés

1 DIAGNOSTIC sur la filière cosmétique qui confirme le fort potentiel de création d'emplois pour les personnes issues de la migration

LA CRÉATION d'1 nouveau « club Cosmétique » a permis à 107 porteurs de projets de partager leurs expériences

1800 PORTEURS DE PROJETS ont participé aux clubs « Dynamiques Africaines » et « Entreprendre au féminin » entre 2011 et 2017.

112 JEUNES sans emploi et ne suivant pas de formations issus des quartiers prioritaires ont bénéficié d'un accompagnement pour construire un projet éducatif ou de retour à l'emploi

152 PERSONNES MIGRANTES ÂGÉES ont bénéficié d'une aide (accompagnement individualisé, formation, réunions collectives) sur leurs dossiers de retraite entre 2015 et 2017

Environ **50 PROFESSIONNELS** ont bénéficié de formations en 2017 sur les questions liées à l'interculturalité et aux spécificités des publics migrants

56 ATELIERS de parole organisés pour lutter contre l'isolement des femmes immigrées dans les Hauts de France

DES ATELIERS « jeunesses et citoyennetés » organisés dans **3** collèges des Hauts-de-France pour lutter contre les préjugés

2 THÉS PALABRES pour partager les expériences et débattre des sujets liés aux migrations.





LE DOUBLE- ESPACE

LES TERRITOIRES D'ACTIIONS DU GRDR EN AFRIQUE DE L'OUEST sont connus, à tort ou à raison, comme des zones de forte émigration. Les diasporas issues d'histoires migratoires souvent anciennes jouent un rôle important dans leur région d'origine. Les transferts financiers, la mise en œuvre de projets individuels ou collectifs construits de plus en plus grâce aux compétences professionnelles et aux réseaux partenariaux des diasporas, représentent une ressource de 1^{er} plan pour ces territoires.

4

NOS ACTIVITÉS SUR LE DOUBLE-ESPACE SONT FINANCÉES PAR :



BABYLOAN



LES MIGRANTS, DES ACTEURS ESSENTIELS DU DÉVELOPPEMENT DE LEURS TERRITOIRES D'ORIGINE

Pour le Grdr, les personnes migrantes ne doivent pas être réduites au seul rôle d'investisseurs, comme cela est régulièrement le cas dans leurs territoires d'origine. Elles doivent être considérées comme des citoyens et des acteurs à part entière, autant « ici » où ils vivent, que « là-bas » d'où ils viennent. La diaspora doit être pleinement intégrée dans les processus de planification territoriale mis en place par le Grdr (cf. *partie « Afrique de l'Ouest »*), notamment pour articuler les projets qu'elle souhaite porter avec les priorités des collectivités territoriales de leurs régions d'origine. C'est dans cette optique qu'elle a été fortement sollicitée dans la réalisation des profils migratoires des communes de Koniakary et Sandaré, dans la région de Kayes. De même, en Mauritanie, avec les profils migratoires des communes de Sélibaby, Kaédi, Nouakchott-Riahd et Nouadhibou, ou en Tunisie, à Mahres, qui ont débuté en 2017 pour être achevés et publiés à l'été 2018.

Ces profils migratoires révèlent par ailleurs que les territoires Ouest-Africain qui étaient auparavant identifiés comme des zones de départ en migration, sont désormais tout autant des territoires d'accueil, notamment pour les migrations intra-africaines. En effet, ces immigrés créent à leur tour des liens nouveaux entre leurs territoires d'origine et ceux de destination

qui contribuent au développement territorial. Une donnée nouvelle, ou tout au moins plus récente, qui pousse le Grdr à réinterroger le double-espace tel qu'il l'a animé jusqu'à présent.



LES DIASPORAS, DES ORGANISATIONS AU CŒUR DU DIALOGUE ENTRE LES TERRITOIRES

Le double-espace a donc été conçu par le Grdr comme un outil de dialogue entre territoires. Les diasporas offrent des opportunités pour créer des liens originaux et des solidarités entre différents pays, comme par exemple les coopérations décentralisées. En 2017, la mission du Maire et du Secrétaire Général de la commune de Sandaré au Mali, venue à la rencontre de leur diaspora en France, s'est traduite par la redynamisation du partenariat entre les communes de Draveil

et de Sandaré. Ce qui a permis de relancer le projet d'aménagement des bas-fonds des villages de Madina, Sékouriba et Sécouré, en adéquation bien sûr, avec le Plan de Développement Social et Economique de la Commune (PDSEC) de Sandaré. C'est d'ailleurs pour promouvoir ce dialogue entre territoires auprès des pouvoirs publics que le Grdr a organisé le 6 décembre 2017, à l'Assemblée Nationale Française, une rencontre-débat intitulée « Regards croisés sur les nouveaux enjeux de la décentralisation au Mali et en France ».

Les diasporas jouent un rôle moteur dans ce dialogue territorial. Mais elles rencontrent souvent des difficultés d'organisation qui sont un obstacle à leur action et donc au développement. Le Grdr est depuis de nombreuses années particulièrement engagé pour les aider à se structurer. Ainsi, le Réseau des Associations Mauritaniennes en Europe (RAME) a bénéficié d'un accompagnement spécifique pour optimiser sa structuration et soutenir son développement à l'échelle européenne. C'est d'ailleurs dans ce cadre, qu'une étude mapping des pratiques de co-développement et des projets portés par des associations mauritaniennes basées en Europe (France, Belgique, Espagne) a été réalisée en 2017 (achevée en 2018). Parallèlement, le Grdr a proposé 4 ateliers d'écriture de projets de co-développement (très demandés) destinés aux organisations issues de la migration (62 participants). Il est par ailleurs intervenu en tant que formateur lors de 12 autres sessions du même type.



TÉMOIGNAGE

MOUSSA DRAMÉ CHARGÉ DE MISSION AU SEIN DU RÉSEAU DES ASSOCIATIONS MAURITANIENNES D'EUROPE

« A travers son volet double-espace, l'accompagnement du Grdr a permis au Réseau des Associations Mauritaniennes d'Europe (RAME) d'acquérir plus de visibilité au sein même de la diaspora mauritannienne installée en Europe. Par exemple, le travail de concertation qui a été fait autour du « mapping de la diaspora » nous a permis de nous retrouver avec des associations qui ont des projets de co-développement en Mauritanie, d'échanger sur les axes prioritaires de la diaspora, et de positionner le RAME comme réseau fédérateur. Le 14 avril nous avons organisé un événement qui nous a permis de lancer tout un travail de restructuration du réseau, pour que nous puissions changer d'échelle et agir plus largement, au niveau européen et non plus seulement en France comme c'était le cas jusqu'à présent. »



TÉMOIGNAGE

BRÉHIMA NIAKATE, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION AVBF, A PARTICIPÉ AUX ATELIERS D'ÉCRITURE DE PROJETS DE CO-DÉVELOPPEMENT.

« Je suis malien, de Bakounou. Je suis arrivé à Paris en 2001, soutenu par la famille. J'ai été régularisé en 2009. Quand je suis arrivé en France, l'association Alpha Choisy m'a aidé grâce à des cours de remise à niveau en français et en informatique. Ça m'a aidé pour obtenir ma régularisation. L'associatif m'a beaucoup aidé alors j'ai voulu faire pour les autres ce que j'avais appris. En 2015 je suis donc devenu président de l'Association des villages du Bakounou en France (AVBF) qui existe depuis 1990. Dès qu'on est régularisé, on contribue. Grâce aux cotisations nous avons fait beaucoup. Nous avons construit un centre de santé communautaire, sans aucune subvention, juste avec les cotisations. Aujourd'hui nous avons toujours les mêmes priorités : l'eau, l'éducation et la santé. Grâce au Grdr, que j'ai connu grâce à un ami, on a pu déposer un projet d'adduction d'eau dans le cadre de l'appel PRAJOSIM, qui est compliqué. On a travaillé ensemble avec le Grdr, on a rectifié beaucoup de choses. J'ai beaucoup appris, notamment pour mieux mettre en avant ce que nous faisons, par exemple en faisant des rapports d'activité. C'est très important. Nous allons continuer à travailler avec le Grdr que je remercie. »



3

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES, UNE PRIORITÉ POUR LES ORGANISATIONS DE MIGRANTS

D'une manière plus générale, les organisations de la diaspora se montrent particulièrement préoccupées par les dangers rencontrés par les jeunes qui empruntent les routes migratoires, sans papiers. De plus en plus, les projets portés par les associations de migrants basées en Europe visent à mobiliser, à sensibiliser autour de cette question et à rechercher des solutions pour offrir des alternatives à cette jeunesse. Le développement économique local est donc devenu un axe de réflexion prioritaire, notamment à travers la question du soutien à l'entreprenariat des jeunes. Pour répondre à cet objectif, le Grdr a contribué au lancement d'une plateforme de financement solidaire, Babyloan Mali, en mobilisant la diaspora originaire de la région de Kayes autour de ce projet innovant. Une «cartographie» des organisations de migrants originaires des régions de Sikasso et Koulikoro qui sont basées à Bamako et en région parisienne a ainsi été réalisée. Cette action a permis de faire connaître la plateforme. Dans le même ordre d'idées, cette fois ci sur le double-espace « France Mauritanie », le Grdr a accompagné une mission de la Jeune Chambre de Commerce en Mauritanie à la rencontre des entrepreneurs mauritaniens basés en Ile-de-France, pour l'aider à mieux adapter son offre de service à destination des entrepreneurs de la diaspora.

LE DOUBLE-ESPACE, UN LABORATOIRE SUR LES LIENS ENTRE « MIGRATION » ET « ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE » (ESS)

Le double-espace permet de relier des territoires sur des thématiques et des enjeux communs partagés. Une démarche qui n'est pas sans rappeler celles des Objectifs Durables pour le Développement (ODD), adoptés par l'Assemblée Générale de l'ONU en 2015, qui unissent les pays du Sud et du Nord dans un cadre de développement mondial.

A l'échelle territoriale, on peut citer par exemple les liens qui existent entre les régions de Kayes au Mali et des Hauts-de-France, partenaires de coopération décentralisée depuis 20 ans et qui sont toutes deux des carrefours migratoires. Le double-espace devient ainsi un lieu d'échanges d'expériences qui permet à chacun d'apprendre de l'autre, sur des thématiques partagées, comme par exemple le lien entre « migrations » et « Economie Sociale et Solidaire » (ESS). Avec d'une part des partenaires au Mali qui pensent la question migratoire mais ont des difficultés à l'articuler avec les enjeux économiques, et d'autre part, des partenaires en France, qui sont spécialisés dans le domaine de l'économie sociale et solidaire mais ont des difficultés à y inclure les questions migratoires.

En effet, l'Economie Sociale et Solidaire apparaît comme un mode d'entreprendre, alternatif, remplaçant l'homme au cœur

de l'économie. Elle peut-être un levier de développement économique, social et environnemental pour les territoires d'ici et là-bas. Mais elle est souvent circonscrite à des logiques spatiales réduites, telles que les circuits courts, l'économie de proximité. Parallèlement, les migrants, dans leurs pratiques de co-développement, utilisent régulièrement des méthodes qui se rapprochent des principes de l'ESS (économie redistributive, recherche de l'intérêt général).

Depuis 3 ans, le Grdr a donc mené une expérimentation, qui s'est achevée en 2017, pour identifier et valoriser les plus-values des initiatives portées par les migrants et promouvoir leurs compétences dans le développement des territoires via le canal de l'économie solidaire. L'intégration des publics migrants et de leurs projets spécifiques d'économie solidaire permet aux acteurs de l'ESS de s'ouvrir à la coopération et à la solidarité internationale en tant qu'espace original d'émancipation, sans modifier ni ses valeurs ni ses principes. Ainsi, une vision commune émerge sur les articulations entre ESS et migrations, avec comme perspective de développer des pratiques de coopération adaptées aux enjeux de développement territorial.

A cette fin, un travail d'enquête a été réalisé. Cette étude a permis de constater que dans les Hauts-de-France, 60% des structures d'accompagnement qui accueillent des porteurs de projets issus de la migration, n'intègrent pas cette dimension de manière spécifique. Du côté de Kayes, elle révèle que

les acteurs locaux, notamment ceux de l'Espace Migration Développement de Kayes (EMDK - cadre de concertation qui réunit les acteurs locaux sur les questions migratoires), ne se sont pas clairement appropriés ce concept et peinent donc à le promouvoir.

Sur cette base, des actions ont donc été menées pour que les mobilités humaines soient intégrées dans les dispositifs d'accompagnement à l'ESS dans les Hauts-de-France, pour

qu'ils soient en mesure de proposer des outils plus adaptés aux pratiques de co-développement portées par les migrants qui vivent dans cette région. Du côté de Kayes, ces activités ont facilité l'ouverture de l'EMDK aux acteurs de l'économie (notamment de l'ESS) et consolident son rôle de producteur d'informations et d'analyses sur cette question.



TÉMOIGNAGE

IBRAHIM SARR - MEMBRE DE L'ESPACE MIGRATION-DÉVELOPPEMENT DE KAYES

A travers des missions, des actions de formation et des échanges que nous avons eu avec le Réseau Africain pour l'ESS, le projet nous a permis de définir le concept d'ESS et de classer les actions qui entrent dans ce cadre dans la région de Kayes. On a pu se rendre compte que même si on n'en parle jamais, certaines pratiques qui relèvent de l'Economie Sociale et Solidaire sont fortement ancrées dans la société malienne. Je pense notamment aux tontines, ou même à la solidarité des migrants qui se sont réunis en associations et fédérations. L'idée c'était de faire en sorte que les acteurs locaux maîtrisent bien ce concept pour pouvoir ensuite porter ce discours auprès des collectivités territoriales, pour quelles intègrent l'ESS en tant que facteur de développement pour les territoires de la région de Kayes. Nous avons étudiés les plans de développements sociaux économiques et culturels (PDSEC) locaux et nous nous sommes rendus compte que de nombreux dispositifs dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la santé et de l'éducation offrent déjà un terrain favorable, avec des cas concrets. On a également étudié les projets portés par les migrants de retour et on s'est là aussi aperçu qu'un grand nombre de ces projets ont toute leur place dans l'ESS. Au final je crois que ce projet va permettre à tous les acteurs de la région de mieux maîtriser ce concept et donc de mieux prendre en compte son impact pour le développement du territoire.



CE QU'IL FAUT RETENIR POUR 2017

4 ATELIERS D'ÉCRITURE de projets de co-développement organisés par le Grdr qui ont mobilisé 62 participants

7 PROFILS MIGRATOIRES COMMUNAUX (2 au Mali, 4 en Mauritanie, 1 en Tunisie) achevés ou en passe de l'être qui seront intégrés dans les plans de développement communaux

1 « CARTOGRAPHIE » DES ORGANISATIONS DE MIGRANTS originaires des régions de Sikasso et Koulikoro qui sont basées à Bamako et en région parisienne

1 ÉTUDE MAPPING des acteurs de co-développement mauritaniens (2017-2018)

1 RENCONTRE-DÉBAT
« Regards croisés sur les nouveaux enjeux de la décentralisation au Mali et en France » organisée par le Grdr à l'Assemblée Nationale Française le 6 décembre 2017

6 FORUMS sur la migration et le développement local qui ont réuni 600 participants

5 MISSIONS DE COOPÉRATIONS DÉCENTRALISÉES qui ont mobilisé deux ministres du Mali, 25 élus dont les présidents des régions et des acteurs de la société civile, notamment les associations des femmes.

LES NOMBREUSES MISSIONS « DOUBLE-ESPACE » de représentants venus d'Afrique de l'Ouest à la rencontre de leurs partenaires en France et de la diaspora.

20 RÉUNIONS DE CONCERTATION avec les fédérations et associations de migrants sur leurs projets. Environ une centaine d'associations ont bénéficié de cet appui

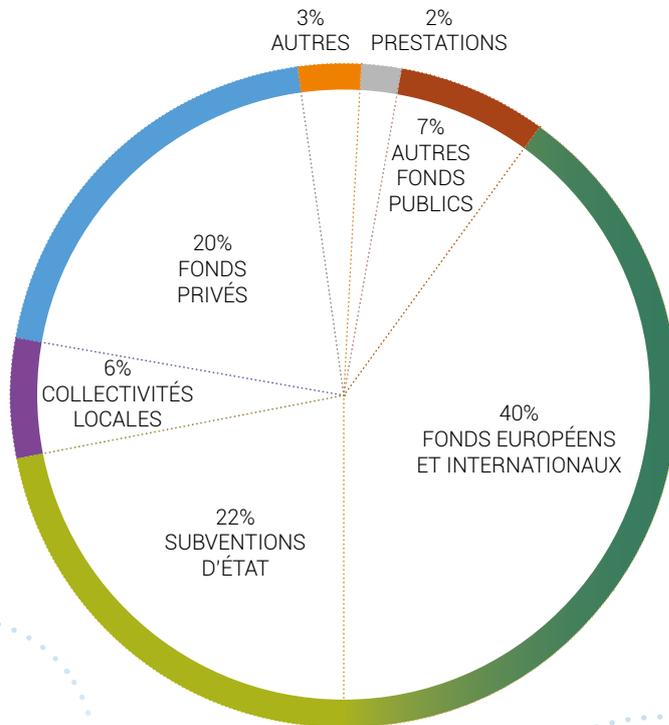


NOS FINANCES EN 2017

LE BUDGET EXÉCUTÉ EN 2017 EST DE 4.8 M€.

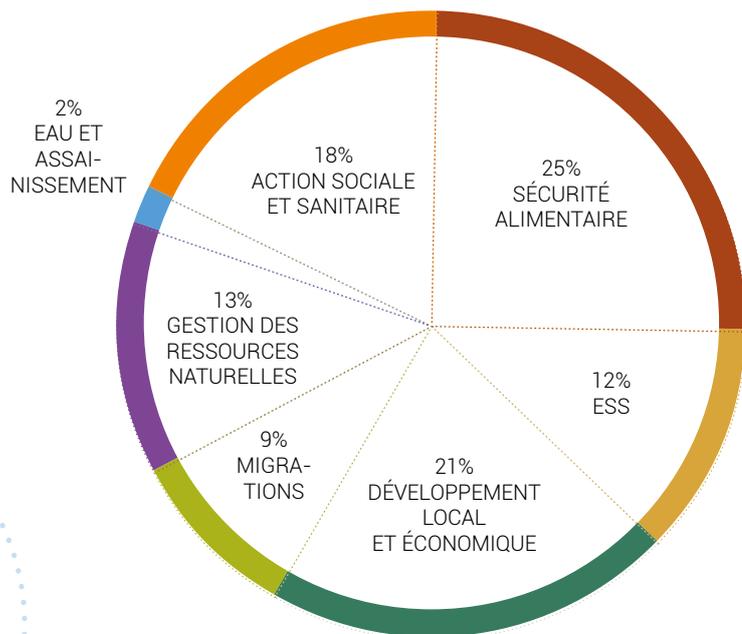
ORIGINE DES RESSOURCES

Les activités financées par les fonds de l'Union européenne étaient en nette hausse en 2017 (quasiment le double) par rapport à l'année précédente qui était une année de transition, notamment dans le bassin du fleuve Sénégal. Elles compensent une légère baisse des financements des collectivités locales et des Etats. Les fonds privés sont, quant à eux, stables par rapport à 2016.



NATURE DES ACTIVITÉS

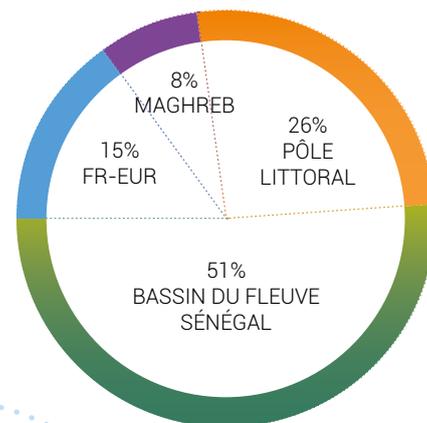
Sur le plan thématique, l'activité du Grdr en 2017 s'est déployée sur 85 conventions (soit 23% de plus que l'exercice précédent), réparties sur six axes principaux : sécurité alimentaire (25%), développement local et économique (21%), actions sociales et sanitaires (18%), gestion des ressources naturelles (13%), économie sociale et solidaire (12%), migrations (9%) et eau et Assainissement (2%).



RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE L'ACTIVITÉ

Après une année de transition en 2016, l'activité dans le bassin du fleuve Sénégal est revenue à un niveau similaire à celui qui était le sien avant 2016 (+12% par rapport à 2016). Inversement, le pôle littoral est à son tour entré en 2017 dans une phase de transition avec la clôture d'importants cycles d'activités (qui seront reconduits en 2018), notamment sur ses axes « habitat et gestion des ressources naturelles ». L'activité en France et en Europe, de son côté, est restée stable.

2017 marque également le lancement de 2 nouveaux programmes au Maghreb.



LE GRDR DANS LES RÉSEAUX

EN FRANCE ET EN EUROPE

● **COORDINATION SUD (CSUD)**, plate-forme réunissant 6 collectifs d'ONG et 169 ONG, milite pour des politiques de solidarité internationale, d'urgence et de développement, fondées sur les principes de solidarité, les droits humains, la justice et la démocratie. Elle fédère, renforce et valorise les ONG françaises comme acteurs clés de la solidarité internationale. Coordination Sud favorise les échanges et le dialogue entre ses membres et porte leur parole, collectivement, en France, en Europe et dans le monde. La planification stratégique 2017-2022 a été adoptée à l'AG de 2017 et fixe 4 objectifs : approfondir l'analyse et la connaissance collective des enjeux globaux de développement durable et de solidarité internationale ; se renforcer collectivement pour mieux résister, anticiper, s'adapter aux défis de demain ; influencer les acteurs clés et porter les messages des ONG et consolider la cohésion interne, les moyens d'action et l'impact des actions collectives.

Coordination SUD est membre de trois réseaux, le Mouvement associatif (en France), CONCORD (en Europe) et du Forum international des plateformes d'ONG (FIP) à l'échelle mondiale.

En 2016, Arezki Harkouk, Directeur exécutif du Grdr, a été ré-élu pour 3 ans membre du Conseil d'Administration de CSUD. En 2017, le Grdr a été actif dans les commissions « COFRI » (alliance avec le Gi autour de la question des « risques projet »), et « Migration » (Olivier LE MASSON est chef de file depuis juillet 2017 de la commission aux côtés de Khady Sakho Niang, ex-présidente du FORIM) et participe aux Commissions « Europe », « ODD » et « Jeunesse » de CSUD.

● **LE GROUPE INITIATIVES (GI)** est un collectif de 10 associations professionnelles de solidarité internationale qui mettent en avant leurs compétences au service d'acteurs engagés pour un développement durable et équitable. Ensemble, elles expérimentent et valident des approches efficaces et innovantes sur le terrain. Le Gi est une force de proposition de services et d'innovations qui publie ses travaux sous la série Traverses. L'année 2017 a été marquée par l'organisation, le 26 octobre, de la journée d'étude sur « *L'appui à l'émergence de filières artisanales locales* » (Traverses N°47) et l'édition du Traverses N°46 intitulé « *Quelle prise en charge des risques projets par les OSI ?* ». L'approche collective du Gi est définie, dans un document cadre de coopération « **Synergie Gi** » (8 engagements), afin de mutualiser des expériences et

des méthodes, de valoriser des solutions locales, d'alimenter la réflexion des acteurs du développement et de formuler des recommandations en matière de politiques publiques.

Francis Monthé, Président du Grdr et Arezki Harkouk, Directeur Exécutif, sont mobilisés au sein du CA. En 2017, le Grdr a participé au temps de dialogue stratégique avec l'AFD sur la « Facilité Paix et Résilience ». Il a également été actif à chaque étape de l'évaluation du triennal 2015-2017 et lors de l'élaboration du cadre logique du nouveau triennal 2018-2020. En 2018, la première journée d'étude abordera les questions de « jeunesses » : le Grdr est membre du COPIL.

● **LE COMITÉ FRANÇAIS POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE (CFSI)** regroupe 25 organisations agissant pour la solidarité internationale. Les membres du CFSI s'unissent pour affronter ensemble les enjeux du futur que sont : la justice sociale; l'économie au service de l'Homme et non pas l'inverse ; le partage équitable et la gestion durable des ressources naturelles. Le CFSI appuie plus de 200 projets. Trois axes thématiques structurent l'action du réseau : comment nourrir le monde ? Comment coopérer autrement en acteurs de changement ? Comment promouvoir une économie au service de l'Homme ? En 2017, les membres du CFSI ont renouvelé le cadre stratégique (2017-2021). Et en 2018, ils réinvestissent la charte agriculture et alimentation adoptée en 2010 (50 ans du CFSI) afin d'en actualiser valeurs et objectifs.

Olivier Le Masson et Emilie Blondy ont représenté le Grdr au Comité de Direction du CFSI. Le Grdr s'est impliqué dans la réflexion sur la suite du programme Terrinclus (avec l'ADF, le F3E, l'ANSA, France Volontaire, etc) qui pourrait prendre la forme d'un laboratoire des solidarités (à poursuivre).

● **LE CENTRE DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT (CRID)** est un collectif de 44 associations et syndicats rassemblés autour d'une vision de la solidarité internationale qui repose sur le partenariat et l'éducation au développement. En 2017, les instances de gouvernance du CRID ont été profondément renouvelées, de même que l'équipe technique et le portefeuille de projets. En janvier 2018, une rencontre a permis de réunir tous les membres afin de produire des cadres d'intervention collective adaptés à différentes échelles territoriales avec 6 thématiques : les migrations, la justice climatique, la criminalisation de la société civile, les événements de sensibilisation, l'Université d'été et les outils numériques.

Le Grdr s'est investi en Ile de France comme dans les Hauts de France dans l'organisation des « Etats Généraux des Migrations » (EGM) dont les objectifs sont de se concerter et d'organiser des événements publics pour dénoncer la politique actuelle et être force de proposition afin d'obtenir un changement radical de la politique migratoire. Plus d'une centaine d'assemblées locales ont été créées dans toute la France. Le CRID est membre actif du Comité de Facilitation de ces EGM.

● **LE F3E (EVALUER, ECHANGER, ECLAIRER)** qui réunit 81 membres, est un « *un réseau apprenant d'acteurs et d'actrices de changement social dont la mission est de contribuer à améliorer les pratiques en matière d'apprentissage, d'innovation, de qualité et d'impacts de leurs actions* ». **Evaluer**, pour mesurer la portée des actions de solidarité et leur donner du sens. En 2017, le **document d'orientations stratégiques (DOS)**, fruit d'une réflexion collective menée depuis 2015 a été adopté à une large majorité en AG. Les statuts ont également été rénovés. Les premières rencontres du réseau, les 4 et 5 mai, ont mobilisé près de 200 participants autour de la question « comment apprécier notre contribution au changement social ? »

Le Grdr et le F3E se sont associés pour solliciter une étude d'impact de 20 ans d'appui au développement local dans le cadre du Programme Gouvernance Citoyenne des Territoires du Bassin du Fleuve Sénégal.

● **LA COALITION EAU** regroupe 29 ONG environnementales et de solidarité internationale qui œuvrent pour la promotion d'un accès universel et durable à l'eau potable et à l'assainissement pour tous (ODD N°6) tout en préservant les ressources en eau. En 2017, la Coalition Eau a évalué les résultats du plan triennal 2014-2017 et produit un nouveau cadre stratégique d'actions pour 2018-2020. La coalition Eau se donne pour objectifs d'influencer les décideurs politiques et les politiques publiques, de porter la voix des ONG du secteur, de produire de

l'expertise, de mutualiser les savoirs, de renforcer la capacité de mobilisation des ONG en France et à l'international, d'informer et d'accompagner la sensibilisation citoyenne.

Le Grdr a participé aux différents temps de l'évaluation du triennal, à l'élaboration du nouveau cadre stratégique ainsi qu'à l'assemblée plénière de la Coalition Eau.

● **LE PROGRAMME SOLIDARITÉ-EAU (PS-EAU)** est un réseau multi-acteurs (71 organismes adhérents et 40 membres individuels) qui vise à accroître et améliorer les actions en faveur de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les pays en développement.

EN AFRIQUE DE L'OUEST

● **LE CONGAD (CONSEIL DES ONG D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT, SÉNÉGAL)** compte 178 organisations membres, sénégalaises et internationales. C'est un instrument de dialogue politique, social, économique et culturel, pour le renforcement de la société civile au service du développement. Il œuvre au Sénégal pour une société panafricaine, démocratique, de solidarité, de justice économique et sociale, ancrée dans les valeurs culturelles positives, ouverte sur le monde et orientée vers un développement humain durable. Il s'est fixé pour objectif de « *promouvoir le développement participatif par le renforcement des capacités de ses membres, le dialogue politique, économique, social, culturel et le plaidoyer.* »

Le Grdr Ziguinchor et le Grdr Bakel-Matam sont impliqués dans les pôles régionaux du CONGAD. En 2017-2018, le CONGAD a organisé et animé 11 ateliers d'information et de sensibilisation des organisations de la société civile sur le décret 2015-145 du 4 février 2015 régissant le cadre réglementaire et juridique d'intervention des ONG au Sénégal.

● **LA FECONG (FÉDÉRATIONS DES COLLECTIFS D'ONG, MALI)** est une plateforme de réflexion et d'action composée de 15 collectifs et réseaux d'ONG. Il concourt à l'élaboration, à la promotion et à la défense des politiques de développement au Mali. La FECONG assure le secrétariat du Forum des Organisations de la Société Civile (FOSC), interlocuteur des pouvoirs publics maliens et internationaux, notamment depuis la crise politique de 2012.

Le Grdr de Kayes est membre de la **Coordination régionale de Kayes de la FECONG**.

● **LE FONGIM (FORUM DES ONG INTERNATIONALES AU MALI)** est un regroupement de 88 ONG internationales au Mali qui a pour mission d'offrir à ses membres un cadre de partenariat et de concertation avec les autres acteurs de développement dans le but d'influencer les politiques et les actions des partenaires techniques et financiers et du gouvernement. Il assure la diffusion de l'information auprès de ses membres et est, aux côtés du Conseil national de la société civile (CNSC) et du Forum des organisations de la société civile (FOSC), une

des forces collectives de plaidoyer et de représentation sur les politiques nationales et internationales.

Le Grdr est membre de la **commission de sécurité**. Il s'est aussi inscrit aux groupes de travail « **sécurité alimentaire** », « **efficacité du développement** » et « **énergie et climat** ».

● **LE COLLECTIF « 5 DELTAS »** est un regroupement volontaire d'acteurs œuvrant pour la préservation et la valorisation des ressources naturelles dans les territoires de mangroves dans les deltas du fleuve Sénégal, du Saloum, de la Gambie, de la Casamance et du Rio Cacheu. Le collectif 5 deltas a été initié en 2014 autour d'une vision commune : « *permettre aux habitants des régions littorales de vivre durablement des ressources locales, de compétences complémentaires et d'un engagement durable à ces territoires depuis plusieurs décennies* ». Une charte définit les objectifs du collectif, les valeurs communes et les principes généraux de fonctionnement.

En 2017, les membres de ce collectif se sont réunis à plusieurs reprises dans différentes régions du Sénégal et de Gambie pour valider cette charte commune. Ils ont aussi identifié, formulé et contractualisé avec l'UE le projet intitulé « **diffusion d'Expériences innovantes de gestion participative Mangroves et Territoires** » (DEMETER).

● **LE PRCM (LE PARTENARIAT RÉGIONAL POUR LA CONSERVATION DE LA ZONE CÔTIÈRE ET MARINE)** est une coalition d'acteurs travaillant sur les problématiques du littoral ouest africain (le Cap Vert, la Gambie, la Guinée Conakry, la Guinée-Bissau, la Mauritanie, le Sénégal et la Sierra Leone). Lancé en 2003, le PRCM vient de clôturer sa troisième phase programmatique (2012-2017) qui a abouti à la mise en place d'un partenariat de 80 membres nationaux et internationaux. La mobilisation de près de 260 participants lors de la 9^e édition du forum côtier et marin qui s'est tenu à Conakry du 23 au 27 octobre 2017 témoigne de la crédibilité du partenariat et de la place qu'occupe ce forum dans l'agenda régional sur les problématiques marines et côtières en Afrique de l'Ouest. Plusieurs membres du « collectif 5 deltas » y sont rendus pour faire connaître les objectifs de ce réseau.

Le Grdr est membre du collège des associations internationales du PRCM depuis 2015 (cf. ci-dessous).

● **LE PCPA GUINÉE (PROGRAMME CONCERTÉ PLURI-ACTEURS DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DE LA JEUNESSE GUINÉENNES PROJEG ; ONG GARANTE : AIDE ET ACTION)** est un espace de concertation et de travail collectif où sont rassemblés 160 membres regroupant plus de 500 organisations des sociétés civiles françaises et guinéennes ainsi que les pouvoirs publics guinéens et français (ministères, collectivités territoriales). Le PROJEG vise à renforcer les capacités

de la société civile guinéenne afin qu'elle participe pleinement à l'amélioration des politiques publiques et à la sauvegarde de la paix. Il s'investit principalement dans les secteurs de la jeunesse, de la transparence des ressources publiques, des mines et des droits de l'Homme. Il a fortement contribué à certains changements structurels : contribution à la réforme du code minier, création de la filière de formation d'éducateur socio-éducatif et formation de 600 jeunes, unité de la société civile en période de crise, etc. Le PROJEG a fait évoluer son dispositif vers le suivi et l'accompagnement des acteurs.

Le Grdr est membre observateur du PCPA Guinée et suit plus particulièrement certains acteurs du PCPA (CAGF, AJGF, CCFD, Etudiants et Développement, Gemdev) dans le cadre de l'ouverture d'une antenne du Grdr dans la Préfecture de Boké.

AU MAGHREB

● **LE PCPA-ALGÉRIE (PROGRAMME JOUSSOUR)** dont l'ONG garante est le CFSI est né en 2007 de la volonté commune d'associations algériennes et françaises d'agir ensemble pour l'enfance et la jeunesse. Son objectif est de soutenir et de renforcer les 120 associations algériennes et françaises membres dans la mise en œuvre de projets permettant la prise en charge de l'enfance en difficulté et l'insertion des jeunes. « Joussour » prône la concertation entre la sphère publique, les collectivités locales et le monde associatif. A l'image du

PROJEG (Guinée), « Joussour » est en phase de transition et une réflexion est en cours sur la pérennisation de cette dynamique pluri-acteurs des deux côtés de la Méditerranée.

Le Grdr est particulièrement attentif aux passerelles qui existent entre le programme Innovasso en Algérie et le PCPA y compris pour penser les perspectives du PCPA. Il est représenté par Emilie Blondy.

● **LE PCPA-TUNISIE (PROGRAMME SOYONS ACTIF/ ACTIVES)**

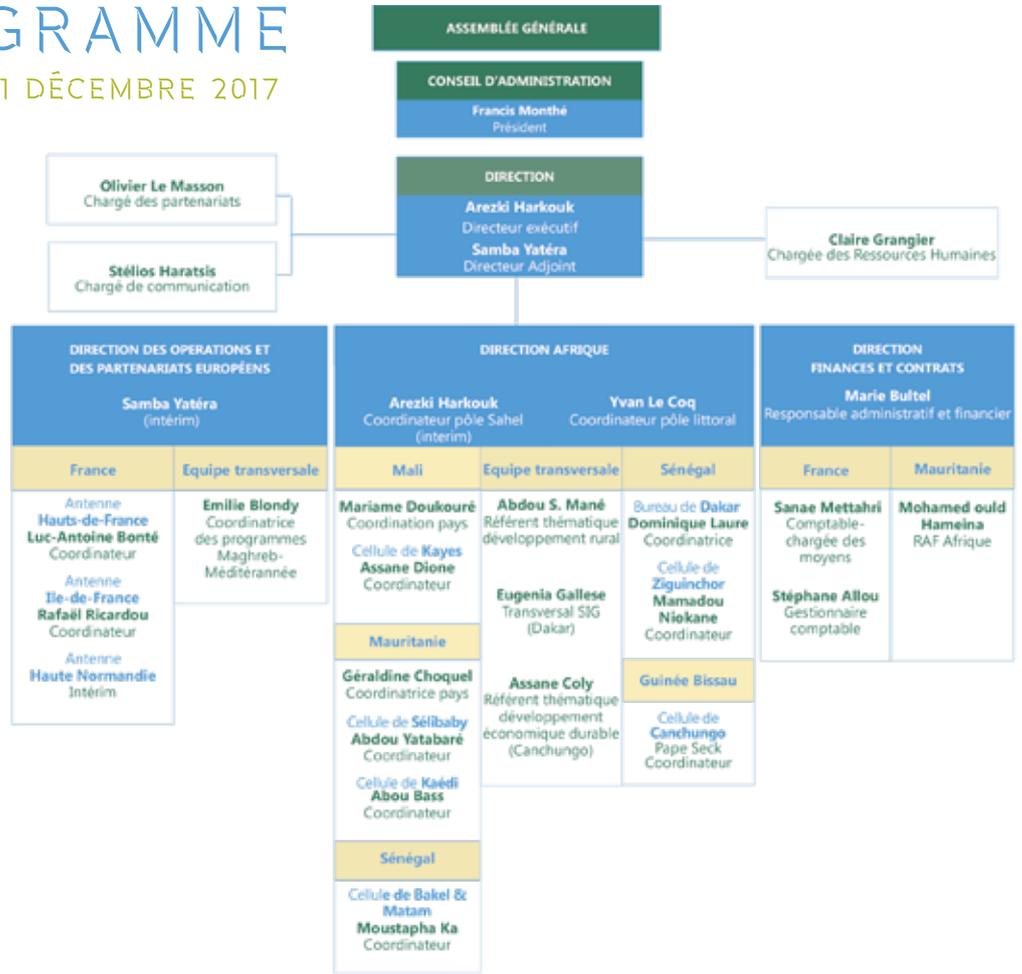
dont Solidarité Laïque est garante, a été débuté il y a 6 ans. Il réunit 81 organisations membres (associations, syndicats, coopératives, collectivités territoriales et pouvoirs publics issus des deux rives de la Méditerranée). « Soyons actif/actives » bénéficie du soutien des institutions tunisiennes et françaises. En 2017, le PCPA a soutenu 42 projets pilotes afin de réduire les inégalités et faciliter l'accès aux droits dans 22 gouvernorats touchés et 6 régions françaises. Plusieurs chantiers ont été ouverts en 2017, à commencer par la création du pôle « Démocratie participative » et la mise en place d'une campagne citoyenne pour aller voter. Ces nouveaux axes viennent compléter les activités des pôles « Education » et « Insertion Socio-Professionnelle / Economie Sociale et Solidaire ».

Le Grdr est membre du PCPA. Il participe aux rencontres des acteurs en France. Il est particulièrement impliqué dans le pôle « Insertion et Formation Professionnelle », « Economie

Sociale et Solidaire » et « Démocratie participative ». Le Grdr veille à créer les liens efficaces entre ses propres actions en Tunisie et les activités du PCPA.

L'ORGANIGRAMME

ORGANIGRAMME AU 31 DÉCEMBRE 2017



NOS CELLULES ET ANTENNES

SIÈGE SOCIAL

66/72 rue Marceau
93558 Montreuil Cedex
FRANCE
Tél : +(331) 48577580
Fax : + (331) 48575975
grdr@grdr.org

PÔLE FRANCE

ILE-DE-FRANCE

66/72 rue Marceau
93558 Montreuil Cedex
FRANCE
Tél : +(331) 48577580
Antenne.idf@grdr.org

HAUTS-DE-FRANCE

Maison de l'ESS
235 boulevard Paul Painlevé
59 000 Lille - FRANCE
Tél : (+333) 20428311
antenne.npdc@grdr.org

PÔLE SAHEL

COORDINATION MALI

Badala Sema Gesco Rue 139
Porte 328
BP E 3360 Bamako – MALI
Tél : +(223) 20222589
afrique@grdr.org

KAYES

Rue 136 Porte 37 Legal Segou
BP 291 Kayes - MALI
Tél : +(223) 21522982
mali@grdr.org

COORDINATION MAURITANIE

E Nord 163
BP 2013 Nouakchott
MAURITANIE
Tél /fax : +(222) 45256492
mauritanie@grdr.org

KAÉDI

Quartier Latin
BP 136 Kaedi – MAURITANIE
Tél : +(222) 45335045
kaedi@grdr.org

SÉLIBABY

Quartier Collège
BP 91 Sélibaby - MAURITANIE
Tel : +(222) 45344347
selibaby@grr.org

BAKEL ET MATAM

Route de l'Hôpital BP 18,
Bakel - SÉNÉGAL
Tél: +(221) 339398035
bakel@grdr.org

PÔLE LITTORAL

COORDINATION PÔLE LITTORAL

Bairro Ajuda, 1° faxe, traseiras
mesquita Attadamu (RAJ)
Bissau - GUINÉE-BISSAU
Tél : +(245) 969085106
pole.littoral@grdr.org

ZIGUINCHOR

Avenue Emile Badiane
BP 813 Ziguinchor - SÉNÉGAL
Tél : +(221) 339912782
Fax : +(221) 339912789
ziguinchor@grdr.org

CANCHUNGO

Avenida Tititna Sila
Canchungo, CP 573 – BISSAU
Tél. : +(245) 5268621
cacheu@grdr.org

DAKAR

Villa 228, 1^{ère} étage, Terminal P7
Coté Assemblée
Ouakam - Dakar - SÉNÉGAL
Tél : +(221) 338673961
dakarc@grdr.org

« LA MOBILITÉ,
UNE RESSOURCE DURABLE
POUR DES TERRITOIRES
SOLIDAIRES ».